

TABLE DES MATIÈRES

Élections Québec 2008	2
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Rimouski : Des étudiants perplexes - Mise à jour le vendredi 5 décembre 2008 à 10 h 30	2
LE SOLEIL : Débat au cégep de Sainte-Foy: Bolduc doit défendre Charest sur la Caisse de dépôt - Jeudi 04 décembre 2008	2
RADIO-CANADA / MAURICIE : Débat au collège Shawinigan : Deux candidats partent avant la fin - Mise à jour le mercredi 3 décembre 2008 à 14 h 09	2
LA PRESSE : Chers politiciens : Bernard Beausoleil, étudiant au Cégep du Vieux Montréal - Mardi 02 décembre 2008.....	2
CRAP : Montréal-Nord	3
THE GAZETTE : Opinion : Inquest is not enough : GOVERNMENT SHOULD CHANGE rules allowing police to probe police shootings, by HENRY AUBIN - Tuesday, december 16, 2008	3
LA PRESSE : Mort de Freddy Villanueva : Des manifestants dénoncent l'enquête policière dans l'affaire Villanueva - Dimanche 14 décembre 2008	3
JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal-Nord : L'enquête tournée en dérision : On joue aux dés en mémoire du jeune Fredy Villanueva abattu par un policier - Mise à jour: Dimanche 14 décembre 2008, à 07:26	4
THE GAZETTE : Bylaws used to harass, protesters say : 'Dice tournament' highlights complaint that police use pretexts for crackdowns - Sunday, December 14, 2008	4
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Mort de Fredy Villanueva : Les enquêtes contestées - Mise à jour le samedi 13 décembre 2008 à 19 h 19	5
LA PRESSE : Affaire Villanueva - Un tournoi de dés pour dénoncer l'enquête - Vendredi 12 décembre 2008	5
LE SOLEIL : Affaire Villanueva : Un tournoi de dés pour dénoncer l'enquête - vendredi 12 décembre 2008	5
MÉTRO : Freddy Villanueva : Manifester à coup de dés - vendredi 12 décembre 2008	5
24 HEURES : En bref : Villanueva - Vendredi 12 décembre 2008	5
THE GAZETTE : Game of dice planned in memory of Villanueva - Friday, December 12, 2008	6
LE DEVOIR : Enquête publique sur la mort de Fredy Villanueva - Les policiers devront témoigner, assure le juge Sansfaçon - Édition du jeudi 04 décembre 2008	6
LE SOLEIL : Villanueva : des organismes réclament une enquête publique plus large - Jeudi 04 décembre 2008	6
JOURNAL DE MONTRÉAL : Villanueva : Une autre manif le 13 décembre - Jeudi 04 décembre 2008.....	6
MÉTRO : L'enquête de la SQ dénoncée dans l'affaire Villanueva - Jeudi 04 décembre 2008	7
24 HEURES : Brutalité policière : La colère gronde toujours à Montréal-Nord - Jeudi 04 décembre 2008	7
THE GAZETTE : Editorial : Shooting inquiry should ease community tensions - Thursday, December 04, 2008	7
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Mort de Fredy Villanueva : Manif contre les abus policiers - Mise à jour le mercredi 3 décembre 2008 à 15 h 51 ..	7
MÉTRO : Solidarité Montréal-Nord se réjouit de l'enquête publique, mais l'espère vaste - Mardi 02 décembre 2008	8
Cégeps	8
LE SOLEIL : Projet de gymnase et de résidence au Centre d'études collégiales de Baie-des-Chaleurs - Jeudi 18 décembre 2008	8
LE SOLEIL : Campus Charlevoix: projet d'agrandissement de 6,3 millions \$ - Mercredi 17 décembre 2008.....	9
LA TRIBUNE : En bref : Nouveau centre des médias au Cégep - Mardi 16 décembre 2008	9
LA TRIBUNE : Le Cégep de Sherbrooke veut faire sa part - Lundi 15 décembre 2008	9
LA TRIBUNE : Cégep de Drummondville : Un laboratoire ultramoderne inauguré - Vendredi 12 décembre 2008	9
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Matane : Un diplôme et un emploi - Mise à jour le jeudi 11 décembre 2008, 16 h 02 ..	9
RADIO-CANADA / ESTRIE : Cégep de Victoriaville : Un nouveau défi pour les étudiants en informatique - Mise à jour le mercredi 10 décembre 2008 à 18 h 37	10
LE DROIT : Afin d'améliorer la réussite scolaire : Nouveau règlement controversé au Cégep de l'Outaouais - Jeudi 04 décembre 2008	10
RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Cégep de Matane : Un nouveau studio - Mise à jour le jeudi 4 décembre 2008, 10 h 32	10
LA PRESSE : En bref : L'armée renonce à un kiosque dans un cégep - Mercredi 03 décembre 2008	10
LE DEVOIR : Règles de gouvernance - Le modèle du Cégep de Lanaudière risque d'être compromis - Édition du mardi 02 décembre 2008	10
Québec : Universités	11
LA PRESSE : Le crédit de l'UQAM s'améliore - Vendredi 19 décembre 2008.....	11
LE SOLEIL : L'UQAM à Saint-Roch à la place de TÉLUQ? - Vendredi 19 décembre 2008	11
LA TRIBUNE : L'UdeS dégage un surplus de 700 000 \$ - Vendredi 19 décembre 2008	12
LE NOUVELLISTE : Une Université... du 3e âge à l'UQTR dès 2009 - Jeudi 18 décembre 2008.....	12
LA PRESSE : Excellentes conditions de travail pour la rectrice de Concordia - Mercredi 17 décembre 2008	12
LE DEVOIR : En bref - De l'UQ à McGill - Édition du vendredi 12 décembre 2008	12
LE QUOTIDIEN : L'UQAC s'internationalise - Lundi 08 décembre 2008.....	13
LE DEVOIR : En bref - UQAM: des sous - Édition du samedi 06 et du dimanche 07 décembre 2008	13
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Encore plus cher pour les étudiants étrangers - Mise à jour le jeudi 4 décembre 2008 à 16 h 41 ..	13
LE NOUVELLISTE : Les étudiants appuient l'AGÉUQTR - Jeudi 04 décembre 2008	13
LE NOUVELLISTE : Le président de l'AGÉ menacé de destitution - Samedi 29 novembre 2008	13
LA TRIBUNE : UdeS: les 1600 étudiants auxiliaires se syndiquent - Mercredi 03 décembre 2008	14
LA PRESSE : L'ex-recteur de Concordia a touché 1,3 million après son départ - Lundi 1er décembre 2008.....	14
Réflexions, idées	14
Les titres du Courrier international	14
les titres du 19 décembre 2008	14
les titres du 18 décembre 2008	15
les titres du 17 décembre 2008	15
les titres du 16 décembre 2008	16
les titres du 15 décembre 2008	16
les titres du 12 décembre 2008	17
les titres du 11 décembre 2008	17
les titres du 10 décembre 2008	18
les titres du 9 décembre 2008	18
les titres du 8 décembre 2008	19
les titres du 5 décembre 2008	19
les titres du 4 décembre 2008	20
les titres du 3 décembre 2008	20
les titres du 2 décembre 2008	21
les titres du 1er décembre 2008	21

Élections Québec 2008

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Rimouski : Des étudiants perplexes - Mise à jour le vendredi 5 décembre 2008 à 10 h 30

Jeudi matin, les quatre candidats dans la circonscription de Rimouski ont participé à un débat organisé par l'association étudiante de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). L'événement, qui permettait à des étudiants de poser leurs questions aux candidats, n'a pas semblé avoir convaincu les jeunes électeurs. Certains ont eu l'impression que les candidats ne répondaient pas aux questions. Par exemple, le représentant de Québec solidaire, Alain Thibault, a semblé pris de court à quelques reprises. Lorsqu'un étudiant a voulu savoir ce qu'il pensait de la coalition des partis d'opposition à Ottawa, il a lancé: « Si Stéphane Dion est pour

diriger le pays, je vais aller passer six mois en Afrique! » Par ailleurs, le candidat libéral, Raymond Giguère, a proposé un projet conjoint entre le cégep et l'UQAR pour augmenter le nombre de places en garderies destinées aux parents qui étudient dans ces établissements. Lorsqu'il a été interrogé sur la dette du Québec, l'adéquiste Frédéric Audet a fait un plaidoyer pour une meilleure gestion des fonds publics. « Arrêtez de dépenser, a-t-il déclaré, et arrêtez surtout de faire des promesses! » De son côté, le péquiste Irvin Pelletier a insisté sur la nécessité pour les souverainistes de voter

lundi. Ainsi, a souligné le député sortant, il sera possible de recréer un rapport de force avec Ottawa.

Je demande aux souverainistes aux prochaines élections de se lever debout, puis de voter Parti québécois parce que c'est un parti qui va se tenir debout devant Ottawa tandis que M. Charest a perdu toute crédibilité.

— Le candidat péquiste Irvin Pelletier
Cet appel a toutefois laissé de nombreux étudiants indifférents.

LE SOLEIL : Débat au cégep de Sainte-Foy: Bolduc doit défendre Charest sur la Caisse de dépôt – Jeudi 04 décembre 2008

Pierre Asselin, Le Soleil (Québec) Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a dû défendre la décision du premier ministre Charest de ne pas divulguer les résultats de la Caisse de dépôt, à l'occasion d'un débat qui opposait les quatre candidats de la circonscription de Jean-Talouan. L'Association étudiante du Cégep de Sainte-Foy avait invité les candidats à ce débat qui se déroulait au milieu de la circulation estudiantine, près de la cafétéria. Les échanges ont été polis et c'est seulement sur la question de l'économie que le ton est monté, les trois candidats de l'opposition reprochant au Parti libéral de ne pas dévoiler les résultats de la Caisse. C'est le candidat de Québec solidaire, Jean-Marc Gauthier, qui a d'abord déploré que la Caisse n'investisse pas davantage au Québec. « Seulement 15 % de l'investissement pour l'économie du Québec. Il faut que ça redevienne un outil

politique pour assurer le développement économique du Québec. » « La Caisse de dépôt, c'est le fonds de retraite de vos parents et de vos grands-parents, a répondu le ministre Bolduc, et on ne veut pas que le PQ ou l'ADQ commencent à piger là-dedans. Si c'est le politique qui gère nos fonds de retraite, on va avoir des problèmes. Il faut laisser ça aux spécialistes. » Le candidat de l'ADQ, Jean Nobert, a soutenu que son parti ne veut pas politiser la Caisse. « On veut lui donner des règles de fonctionnement qui favorisent l'économie du Québec, alors que Jean Charest a voulu favoriser les spéculateurs. C'est votre gouvernement qui a instauré ces changements-là, et le résultat c'est 30 milliards \$ de pertes. » Une charge reprise par Neko Likongo, candidat du PQ : « Selon nos chiffres, 30 milliards \$ de pertes, c'est très conservateur, et on comprend pourquoi

ils ne veulent pas dévoiler leurs chiffres pendant l'élection. On est en crise, et il y a trois grandes banques canadiennes qui l'ont fait pour rassurer les investisseurs. Le gouvernement devrait faire la même chose », a conclu le candidat péquiste sous les applaudissements des étudiants. Le ministre Bolduc a aussi dû répondre aux critiques de l'ADQ sur le projet de l'Hôtel-Dieu, un projet « mal ficelé » cité comme un exemple de gaspillage. « Il faut faire attention avec ces chiffres, répond le ministre de la Santé. C'est 635 millions \$ qu'on investit, il y en a qui disent que c'est 100 millions \$ de plus pour de l'équipement supplémentaire, mais l'équipement dépend d'un autre budget. On a déjà de l'équipement encore fonctionnel, on n'a pas besoin de tout remplacer à chaque fois qu'on rénove un hôpital. »

RADIO-CANADA / MAURICIE : Débat au collège Shawinigan : Deux candidats partent avant la fin - Mise à jour le mercredi 3 décembre 2008 à 14 h 09

Le débat organisé par l'Association étudiante du collège Shawinigan entre les candidats dans Saint-Maurice a été marqué par le départ de deux candidats avant la fin de l'événement. Les candidats de tous les partis étaient présents, à l'exception de la candidate de Québec Solidaire. La candidate libérale, Céline Trépanier, a indiqué qu'elle avait déjà pris un autre engagement, puisqu'elle croyait que le débat prenait fin à 13 h 30 plutôt qu'à 14 h 30. Avant de partir, elle a toutefois eu droit à une question sur l'avenir de la loi 43 qui a été adoptée

par le gouvernement Charest pour fixer les conditions de travail des employés du secteur public. « Honnêtement, je ne peux pas vous répondre là-dessus. Je ne suis pas au courant », a admis Mme Trépanier. Le député sortant, Robert Deschamps, a pour sa part expliqué qu'il devait se rendre aux funérailles d'un membre de sa famille pour justifier son départ. « M. Deschamps avait averti avant, ça c'est correct. Mais Mme Trépanier ne m'avait nullement averti qu'elle s'en allait à 14 h. Les questions étaient surtout pour elle, parce que son

gouvernement sort du pouvoir », a déploré le président de l'association étudiante, Jonathan Guy-Perron. Le candidat indépendant, Yves Demers, le vert Stéphane Normandin et le péquiste Claude Pinard sont restés jusqu'à la fin du débat pour parler avec les étudiants présents. Les thèmes de l'économie, de l'éducation, de la santé et de l'environnement ont été abordés durant le débat. [audio-vidéo](#)
[Guy Marcotte a assisté au débat.](#)

LA PRESSE : Chers politiciens : Bernard Beausoleil, étudiant au Cégep du Vieux Montréal – Mardi 02 décembre 2008



Bernard Beausoleil.
Photo: Robert Mailloux, La Presse
Louise Leduc, La Presse
« Je suis étudiant au cégep du Vieux-Montréal et je voterai pour la première fois au provincial. Je ne suis pas du tout impressionné par ce que les chefs disent. Les deux principaux partis ont un programme presque identique, comme s'ils voulaient chacun faire le plein de vote au centre. Ce que je voudrais entendre d'eux, c'est qu'ils soient solidaires des moins nantis, qu'ils élaborent une réelle politique contre la pauvreté.

La souveraineté? S'il y avait un référendum demain matin, moi, je voterais oui, mais je vois bien que ce n'est pas dans l'air du temps. Les plus vieux ne veulent pas en entendre parler et les plus jeunes trouvent que les souverainistes sont trop obsédés par l'économie et par les histoires d'identité. Ces histoires de « nous », avec moi, ça ne passe pas. Parce que s'il y a un « nous » c'est qu'il y a un « vous » ... En tout cas, il faut arrêter de parler de souveraineté. Ce qu'il faut faire, à mon avis, c'est récupérer du fédéral un pouvoir à la fois, jusqu'à tous les posséder entre nos mains. Faire une souveraineté

progressive, quoi. Compléter enfin la Révolution tranquille.
Et ce n'est pas en négociant qu'il faut faire ça. C'est en mettant notre poing sur la table, en récupérant par la force d'autres points d'impôt comme l'avait fait Duplessis en son temps ou en créant d'autres outils comme la Caisse de dépôt.

Les politiciens qui m'inspirent? Françoise David, je dirais. J'aime bien Jacques Parizeau l'économiste, mais pas le politicien: il a dit des choses vraies, mais aussi vraies soient-elles, il y a des choses qu'il vaut mieux ne pas dire.

Outre une politique contre la pauvreté, j'aimerais que les politiciens parlent plus de logement social et des garderies - une excellente mesure sociale. Pour ma part, plus tard, je veux fonder une entreprise d'avant-garde qui ne viserait pas le profit mais l'autonomie de ses employés.»

CRAP : Montréal-Nord

THE GAZETTE : Opinion : Inquest is not enough : GOVERNMENT SHOULD CHANGE rules allowing police to probe police shootings, by HENRY AUBIN – Tuesday, december 16, 2008

DAVE SIDAWAY THE GAZETTE



Family and friends at the funeral of Fredy Villanueva: It's time to rock the status quo.
Let's return one more time to the fatal shooting of Fredy Villanueva by a Montreal police constable last summer.

Earlier this month, on the heels of an investigation by the Sûreté du Québec that cleared the constable of criminal wrongdoing, Public Security Minister Jacques Dupuis announced that a judge would carry out a coroner's inquest into the circumstances of the killing. Is that enough? I'm skeptical. My doubts have nothing to do with the abilities of the individual judge. I have no reason to doubt that Robert Sansfaçon, of the Quebec Court will be anything but rigorously neutral. Nor does it bother me that his power under the Coroner's Act will not allow him to assign blame to

the two officers involved in the shooting, which occurred when they broke up an illegal dice game in a Montreal North park and the players remonstrated. The job of finding fault (if there was fault) belonged to prosecutors after they had examined the SQ's report on the incident two weeks ago. They concluded, however, that Constable Jean-Loup Lapointe had legitimately shot three men, one fatally. (He was, the prosecutors said, protecting his safety and that of his squad-car partner.) No, the problem has to do with the history of coroners' probes. Governments tend to order them to appease the public in the wake of prosecutors' decisions against prosecuting police. The inquests produce recommendations on how to avoid future mishaps, and the government will ignore any recommendations that are ambitious and might rock the police's status quo. Much time usually elapses between the original incident and the recommendations, so public anger is minimal. There's no question the status quo deserves to be rocked. The public security ministry's latest statistics show that 53 civilians died in police operations between the start of 2005 and mid-2007. That's an alarming average of about 20 per year. Villanueva's death was unusual only because it touched off a riot.

No effective system of checks and balances exists on police officers' unnecessary use of guns or Tasers. Quebec's policy whereby one police department investigates the death or serious injury of a civilian at the hands of another department lacks all credibility. Coroners' inquests have themselves reached such a conclusion. In 1993, for example, coroner Pierre Trahan expressed "serious and significant doubts" about the police

version of events surrounding the shooting death of a Fort Coulonge man by an SQ officer. He urged the public security minister of the day, Claude Ryan, to consider setting up "a system that promotes more credibility, impartiality and openness." Another coroner, Teresa Sourour, reporting a few weeks later on a Montreal officer's fatal shooting of Trevor Kelly, also called for an investigative unit independent of police.

Neither recommendation went anywhere. Ryan never gave a good reason for letting them slide. Perhaps that's because no good reason exists.

Constable Lapointe might well be innocent of reckless conduct for all I know, but the process that reached that conclusion adds to the discredit of the status quo. Lapointe and his partner were given time after the incident to agree on what happened, instead of being separated and interviewed by police at once (as is standard police procedure when suspects are civilians). The SQ exempted the second officer, who was a witness and not a suspect, from questioning and simply let her submit a written statement days later.

Sansfaçon can still redeem his inquest when it gets under way in the new year by interpreting his mandate broadly so that he would examine not only the circumstances of the shooting but the innards of the ensuing investigative process.

If this inquest is to be more than a public-relations exercise, Sansfaçon will need to go far beyond generalizations of earlier coroners' inquests. He would need to detail the existing system's numerous questionable practices and make it harder for a government to ignore the need for impartial investigations.

LA PRESSE : Mort de Freddy Villanueva : Des manifestants dénoncent l'enquête policière dans l'affaire Villanueva – Dimanche 14 décembre 2008



Des manifestants ont dénoncé l'enquête policière sur la mort de Fredy Villanueva.

Photo: François Roy, La Presse

Marie Vastel, La Presse Canadienne
Montréal

Des groupes de Montréal-Nord ont tenu une manifestation, samedi, au parc Henri-Bourassa pour dénoncer le manque de crédibilité des enquêtes menées sur l'intervention policière qui a mené à la mort de Fredy Villanueva.

Une cinquantaine de personnes ont bravé le froid et se sont réunies à l'endroit même où le jeune homme a été tué par balles, le 9 août dernier, pour jouer aux dés, un geste symbolique reprenant l'activité illégale qui a mené à l'arrestation du jeune homme.

Le groupe Montréal-Nord République et la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP) ont dénoncé le manque de crédibilité de l'enquête policière, réitérant qu'elle a été réalisée de façon partielle et incomplète.

«On a acquitté deux policiers alors qu'on n'a pas parlé à tous les témoins, c'est complètement anormal. C'est ça le problème, c'est qu'on s'est basé sur une enquête non complète pour ne pas incriminer des gens. Il faut faire une enquête complète, c'est la moindre des choses», a affirmé le porte-parole de Montréal-Nord République, Will Prosper.

Les porte-parole des deux groupes ont par ailleurs reproché à l'enquête publique d'avoir été entamée simplement pour calmer la population, puisqu'il a déjà été annoncé qu'aucune accusation criminelle ne sera portée contre les policiers qui sont intervenus lors de l'incident.

«On aimerait que les pouvoirs de l'enquête publique soient encore plus grands, que le juge puisse apporter des réformes et des changements au système policier, et surtout élargir le mandat de l'enquête. Parce qu'il y a des problèmes de pauvreté à Montréal-Nord, et on ne s'adresse jamais aux problèmes de société criants qui existent ici», a déploré M. Prosper.

Les organisateurs s'inquiètent également que certains points de vues quant aux faits survenus au mois d'août dernier ne soient toujours pas entendus, malgré la tenue de l'enquête publique.

«En raison des injustices et des abus vécus quotidiennement, les gens ne font pas confiance à la police ni au système judiciaire. C'est donc fort probable que les personnes qui ont refusé de parler à la Sûreté du Québec n'iront pas non plus parler au juge (Sansfaçon, qui préside l'enquête publique)», a indiqué le porte-parole du CRAP, François Du Canal.

En outre, la tenue d'une partie de dés n'était pas fortuite. Les manifestants ont ainsi voulu défier les règlements municipaux, dont les policiers se servent, selon le porte-parole, pour faire du profilage racial. La loi municipale interdit la tenue de jeux de hasard en échange d'argent dans les parcs de la Ville.

«Les policiers se servent de règlements municipaux méconnus de manière discriminatoire pour chasser les jeunes des parcs, mais les jeunes n'ont nulle part d'autre où aller», a déploré François Du Canal.

Montréal-Nord Républik et le CRAP tiendront une autre manifestation lundi, cette fois-ci devant l'Hôtel-de-Ville de Montréal.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Montréal-Nord : L'enquête tournée en dérision : On joue aux dés en mémoire du jeune Fredy Villanueva abattu par un policier - Mise à jour: Dimanche 14 décembre 2008, à 07:26



Les manifestants ont jeté les dés pour protester contre l'enquête innocentant les policiers.



Dimitri, Nikolaos et Loukia, Montréalais d'origine grecque, en ont profité pour attirer l'attention sur les émeutes en Grèce.

Reynaldo Marquez, Le Journal de Montréal

Une centaine de manifestants ont tourné en dérision l'enquête innocentant l'agent qui a ouvert le feu sur Fredy Villanueva en simulant, hier à Montréal-Nord, une partie de dés à l'endroit même où est mort le jeune homme.

Les organisateurs du rassemblement ont ainsi incité les participants à défier le règlement municipal sur les jeux de hasard, en après-midi au parc Henri-Bourassa.

Ils ont donc été nombreux à jeter symboliquement les dés sur une table de jeu improvisée, sous le regard de la cavalerie du SPVM.

C'est que le jeune Fredy jouait aux dés dans le parc Henri-Bourassa, tout juste avant la fatale intervention policière, en août dernier.

Rejet

«On va dénoncer tous les autres règlements municipaux qui sont utilisés de manière discriminatoire par les policiers pour cibler des populations en particulier», a tonné François du Canal, porteparole de la Coalition contre la répression et les abus policiers.

Les organisateurs et les participants en ont profité pour rejeter les conclusions de la récente enquête qui lave de tout soupçon l'agent du Jean-Loup Lapointe, pour avoir ouvert le feu sur le jeune homme.

«On veut une enquête publique, indépendante. Ce n'est pas normal que la police enquête sur la police», a dit Will Prosper, du regroupement Montréal-Nord Républik.

Ce rassemblement, organisé par la Coalition, visait aussi à dénoncer la répression policière.

Colère

Ces propos ont trouvé écho chez plusieurs participants, qui se disaient très en colère. «On est scandalisé par les conclusions de cette enquête. Ce n'est pas légal pour des policiers de tuer», a lancé Alexandre Cormier.

«Il est urgent de mettre fin aux abus policiers, pas seulement ici mais partout dans le monde», a affirmé Nikolaos, attirant ainsi l'attention sur les émeutes qui sévissent en Grèce, à la suite de la mort d'un jeune homme aux mains des policiers.

Sous intense surveillance des forces de l'ordre, le rassemblement d'hier s'est terminé dans le calme, selon Anie Lemieux, porte-parole de la police de Montréal.

THE GAZETTE : Bylaws used to harass, protesters say : 'Dice tournament' highlights complaint that police use pretexts for crackdowns - Sunday, December 14, 2008



Protester throws dice in the air in a parking lot near Henri-Bourassa Park in Montreal North yesterday.

VINCENZO D'ALTO THE GAZETTE

About 100 protesters held a symbolic dice tournament in a parking lot in Montreal North yesterday afternoon, near the spot where 18-year-old Fredy Villanueva was killed by police after they intervened apparently to enforce a bylaw against public gambling last August.

Despite a heavy police presence yesterday, including four officers on horseback hovering nearby and a police commander who waded through the crowd as protesters chanted anti-police slogans, the protest ended peacefully.

The event was in part a response to an announcement on Dec. 1 that no criminal charges would be laid against Jean-Loup Lapointe, the Montreal police constable who shot Villanueva. A public inquiry into the killing is to be held by Quebec Court Judge Robert Sansfaçon.

François Ducanal of the Coalition against Police Repression and Abuse, which organized yesterday's event, said the dice tournament was meant to highlight the group's contention that police officers often use littleknown bylaws to harass people they consider "undesirable."

"They use bylaws that most people don't even know exist as excuses to target people because of their skin colour, or because they are young, or poor," Ducanal said.

As perplexed parents shepherded their kids through the crowded parking lot, which is behind a hockey arena, protesters tossed dice onto recently removed campaign posters of provincial politicians, including Premier Jean Charest and Parti Québécois leader Pauline Marois.

Police spokesperson Anie Lemieux said it was not unusual to send mounted officers to public demonstrations. She said the police had no intention of enforcing the bylaw against public gambling yesterday.

"We are not going to intervene in this game of dice because it is symbolic and it is part of a demonstration," she said. "They have the right to demonstrate peacefully. If they start throwing things or jumping on people, then we are ready to intervene."

Not far from the dice throwing, a poster bearing a photo of Villanueva was taped to a tree. Flowers and candles had been placed around the trunk, marking the spot where Villanueva, his brother and friends were allegedly playing dice when the conflict with police began.

Banners were draped on a nearby fence and across a mountain of snow, reading "On ne joue pas avec la vie" (You don't play with lives) and "Justice pour Fredy."

Ducanal said his group has three demands: that the inquiry to be held into the Villanueva death be truly independent and impartial; that police end practices his group considers to be racial-and social-profiling; and that politicians work to solve the root social problems of poverty and discrimination in Montreal North.

The group plans to hold another protest tomorrow at 6 p.m. at Montreal city hall. Ducanal said an earlier attempt by members of his group to ask Mayor Gérald Tremblay about the issue during a public question period was stymied when the doors to city hall were chained shut.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Mort de Fredy Villanueva : Les enquêtes contestées - Mise à jour le samedi 13 décembre 2008 à 19 h 19



Une manifestation a eu lieu samedi après-midi au parc Henri-Bourassa, dans l'arrondissement Montréal-Nord, pour dénoncer les deux enquêtes sur l'intervention policière au cours de laquelle le jeune Fredy Villanueva a perdu la vie.

Les manifestants ont notamment joué aux dés à l'endroit où le jeune homme a été abattu par les policiers, alors qu'il se livrait à cette activité illégale dans la rue.

François Du Canal, un des porte-parole de la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP), a déploré le fait que des policiers enquêtaient sur des policiers, et que trop peu d'accusations aient été déposées dans des cas d'intervention policière ayant entraîné la mort.

Le porte-parole du regroupement Montréal-Nord République, Will Prosper, a parlé d'un geste symbolique pour démontrer un désaccord avec la manière de faire enquête dans ces cas. Il estime qu'il est aberrant que des policiers interviennent lorsque des jeunes jouent aux dés.

Quelques dizaines de personnes ont participé à la manifestation. Le tout s'est déroulé dans le calme. Les policiers étaient visibles, mais peu nombreux, selon ce qu'a constaté la journaliste de la télévision de Radio-Canada. Des policiers se sont notamment mêlés aux manifestants pour discuter.

La CRAP a prévu une autre manifestation, lundi soir, cette fois à l'hôtel de ville de Montréal. Les membres de la Coalition tenteront d'interroger le maire Gérald Tremblay et le conseil municipal qui sera alors en réunion. La Coalition contre la répression et les abus policiers rejette les conclusions de l'enquête policière sur les événements du 9 août, et remet en question la crédibilité de l'enquête publique dirigée par le juge Robert Sansfaçon.

Radio-Canada.ca avec Presse Canadienne
[article](#)
[Une enquête publique réclamée](#) - 12 août 2008
[audio-vidéo](#)
[Dominic Brassard était sur place.](#)

LA PRESSE : Affaire Villanueva – Un tournoi de dés pour dénoncer l'enquête – Vendredi 12 décembre 2008

AFFAIRE VILLANUEVA
Un tournoi de dés pour dénoncer l'enquête

TRISTAN PÉLOQUIN

Persuadé que l'enquête publique présidée par le juge Robert Sansfaçon sur la mort de Fredy Villanueva n'est qu'une mascarade, la Coalition contre la répression et les abus policiers organise ce samedi un tournoi de dés au parc Henri-Bourassa.

L'enquête publique, qui commencera début janvier, doit en principe donner davantage d'éclaircissements sur l'intervention policière survenue le 9 août, au cours de laquelle le jeune Fredy Villanueva a été tué par un coup de feu des policiers. Ces événements ont entraîné la mort de l'élève de 17 ans de la paroisse de Montréal-Nord.

On se souvient que M. Villanueva jouait aux dés avec un groupe d'amis dans le parc Henri-Bourassa lorsque les policiers les ont interpellés. Les forces de l'ordre avaient justifié leur intervention en invoquant un règlement municipal qui interdit les jeux de hasard dans les lieux publics.

«Les dés sont pipés», a lancé hier en point de presse le porte-parole de la coalition, Alexandre Popovic. Le groupe de pression dénonce le fait qu'avant même d'

fin de l'enquête publique, la Couronne a déjà annoncé qu'aucune accusation ne sera portée contre le policier qui a tué le jeune homme.

En 1986, le juge Robert Sansfaçon avait présidé une enquête publique semblable concernant la mort du manifestant Gaston Harvey, survenue à la suite d'une intervention policière au Manoir Richelieu.

À l'époque, ce n'est qu'une fois que le juge Sansfaçon est rendu ses conclusions publiques que la Couronne avait décidé de pas porter d'accusation contre le policier, jugé en partie responsable du décès.

Le gouvernement libéral actuel a choisi de procéder de manière inverse dans l'affaire Villanueva, blâmant le policier avant même la tenue de l'enquête publique. Le gouvernement n'a pas expliqué la logique derrière cette étonnante différence de traitement», dénonce la Coalition.

Les manifestants accusent également la Fraternité des policiers de collusion générale avec le gouvernement, puisque deux de ses anciens présidents, Yves Paul-Homme et Georges Painschaud, se sont présentés comme candidats pour le Parti libéral du Québec au cours des élections antérieures. La Fraternité des policiers n'a voulu faire aucun commentaire.

LE SOLEIL : Affaire Villanueva : Un tournoi de dés pour dénoncer l'enquête – vendredi 12 décembre 2008

AFFAIRE VILLANUEVA
Un tournoi de dés pour dénoncer l'enquête

Persuadée que l'enquête publique présidée par le juge Robert Sansfaçon sur la mort de Fredy Villanueva n'est qu'une mascarade, la Coalition contre la répression et les abus policiers organise samedi un tournoi de dés au parc Henri-Bourassa.

L'enquête publique, qui commencera début janvier, doit en principe donner davantage d'éclaircissements sur l'intervention policière survenue le 9 août, lors de laquelle le jeune Fredy Villanueva a été tué par un coup de feu des policiers. Ces événements avaient été l'élément déclencheur des émeutes à Montréal-Nord.

M. Villanueva jouait aux dés avec un groupe d'amis dans le parc Henri-Bourassa lorsque les policiers les ont interpellés. Ils avaient justifié leur intervention en invoquant un règlement qui interdit les jeux de hasard dans les lieux publics. Le groupe de pression dénonce le fait qu'avant la fin de l'enquête publique, la Couronne a annoncé qu'aucune accusation ne serait portée contre le policier qui a fait feu. Les protestataires accusent aussi la Fraternité des policiers de collusion avec le gouvernement, puisque deux de ses anciens présidents ont déjà été des candidats libéraux. *La Presse*

MÉTRO : Freddy Villanueva : Manifester à coup de dés – vendredi 12 décembre 2008

Fredy Villanueva
Manifester à coup de dés

VIOLENCE La manifestation de samedi après-midi au parc Henri-Bourassa, à Montréal, pour dénoncer les deux enquêtes sur l'intervention policière au cours de laquelle Fredy Villanueva a perdu la vie, prendra la forme d'un tournoi de dés.

Ainsi, non seulement elle aura lieu à l'endroit où le jeune homme a été tué, mais on y pratiquera aussi l'activité qui avait incité les policiers à intervenir ou qui leur avait servi de prétexte pour intervenir.

C'est ce qu'ont annoncé hier les porte-parole de la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP). Ils ont dit s'attendre à ce que tout se déroule dans le calme, mais se sont aussi demandé si les policiers allaient ouvrir le feu sur les manifestants. **PC**

24 HEURES : En bref : Villanueva – Vendredi 12 décembre 2008



VILLANUEVA

La manifestation qui aura lieu demain après-midi au parc Henri-Bourassa pour dénoncer les deux enquêtes sur l'intervention policière au cours de laquelle Fredy Villanueva a perdu la vie, prendra la forme d'un tournoi de dés. Ainsi, non seulement elle aura lieu au parc Henri-Bourassa, là où le jeune homme a été abattu, mais on y pratiquera aussi l'activité qui avait incité les policiers à intervenir ou qui, selon certains, leur avait servi de prétexte. (24h)

THE GAZETTE : Game of dice planned in memoir of Villanueva – Friday, December 12, 2008

A planned public inquiry into the shooting death of unarmed teenager Fredy Villanueva in Montreal North is nothing but a public relations exercise, say leaders of a group opposed to abuse by police.

"It is designed to calm down the people of Montreal North, not to search for justice," said Alexandre Popovic, speaking yesterday on behalf of the Coalition against Police Repression and Abuse.

The fact that Quebec's attorney general accepted crown prosecutors' decision not to press charges against police involved in the fatal incident is proof the inquiry will not lead to punitive action, Popovic told reporters.

He wondered why authorities did not wait for the results of the public inquiry before concluding that police acted lawfully.

Quebec Court Judge Robert Sansfaçon will not have the power to assign blame, only to issue recommendations. A date for the inquiry has not yet been set.

The coalition said supporters will gather for a "dice tournament" at Henri Bourassa Park Saturday to replicate the dice game that Villanueva, 18, was allegedly participating in Aug. 9 when police officers intervened.

A city of Montreal bylaw bans games of chance, gambling and betting in Montreal parks.

Demonstrators also plan to return to city hall Monday night to denounce the shooting, as they did Nov. 24.

LE DEVOIR : Enquête publique sur la mort de Fredy Villanueva - Les policiers devront témoigner, assure le juge Sansfaçon – Édition du jeudi 04 décembre 2008

La Presse canadienne

Pendant que plusieurs organismes réclament que l'enquête publique sur le drame qui a coûté la vie au jeune Fredy Villanueva, l'été dernier, couvre un mandat beaucoup plus large et qu'y soient examinées les méthodes des policiers, le juge Robert Sansfaçon, qui présidera cette enquête, a affirmé que les policiers devront témoigner, de gré ou de force. Le juge Sansfaçon est sorti de sa réserve, hier, pour rectifier certaines «énormités» véhiculées dans les médias au cours des heures précédentes, dont celles voulant que les policiers pourraient se soustraire à l'enquête, selon leur bon vouloir.

«Je veux mettre les choses au clair parce que j'ai entendu hier [mardi] des énormités contraires à la loi», a-t-il dit lors d'une interview téléphonique avec La Presse canadienne. «Oui, j'ai le droit d'assigner les policiers. Oui, s'ils ne viennent pas, j'ai le droit d'émettre des mandats d'arrestation contre eux. Oui, les personnes qui n'ont pas rencontré les agents de la paix, pour n'importe quelle raison au monde, si elles veulent participer à l'enquête et si elles se considèrent comme personnes intéressées, peuvent m'en faire la demande pour que je les autorise. Une fois autorisées, ces personnes pourront se faire représenter, se faire entendre, interroger et contre-interroger. Ça ne peut pas être plus large que ça.»

«La loi le prévoit et j'ai l'intention d'appliquer la loi», a-t-il dit.

Par contre, pour ce qui est de la demande faite par des représentants de groupes communautaires de Montréal-Nord désireux que l'enquête publique tienne compte de la réalité du quartier, «du contexte social», notamment la situation difficile des jeunes de Montréal-Nord, le juge Sansfaçon tranchera plus tard.

Pour l'heure, il fait valoir qu'il n'a pas été nommé «pour une commission d'enquête royale portant sur les relations entre des agents de la paix et une population d'une région de Montréal. Ce n'est pas ça».

Il a également dit qu'il était trop tôt pour trancher et qu'il lui faudrait prendre d'abord connaissance de l'ensemble du dossier, ce qu'il fera d'ici le 3 janvier.

Que la version de la police?

Plusieurs organismes exprimeront bientôt haut et fort leur insatisfaction et leur colère devant l'enquête menée par la Sûreté du Québec (SQ) qui ne s'est faite, d'après eux, que l'écho de la version des deux agents montréalais impliqués.

La Ligue des droits et libertés, le Centre justice et foi, le Conseil central du Montréal métropolitain et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes ont demandé d'une même voix, dans un communiqué

de presse, hier, que l'enquête publique du juge Sansfaçon aborde aussi les questions relatives au profilage racial et à la lutte aux gangs de rue.

«Les forces policières doivent rendre compte publiquement de la manière dont cette problématique est prise en compte dans leurs interventions et identifier les lacunes à corriger», a indiqué Louise Dionne, du Centre justice et foi.

La Coalition contre la répression et les abus policiers a fait une demande similaire, lors d'une conférence de presse devant le Palais de justice de Montréal.

Et parce qu'elle déplore que les autorités judiciaires aient conclu qu'il n'y avait pas lieu de porter des accusations contre le policier qui a fait feu sur le garçon âgé de 18 ans, Jean-Loup Lapointe, la Coalition tiendra une manifestation le 13 décembre au parc Henri-Bourassa, à Montréal-Nord.

C'est précisément à cet endroit que le jeune homme a été abattu, ce qui pourrait contribuer à échauffer les esprits. Un porte-parole du regroupement, François Van Vliet, a laissé entendre que s'il y avait de la casse, les forces policières n'auraient qu'elles-mêmes à blâmer.

«S'il y a des débordements, ce n'est pas nous qui vont les causer, c'est les injustices du système», a-t-il lancé.

LE SOLEIL : Villanueva : des organismes réclament une enquête publique plus large – Jeudi 04 décembre 2008

Villanueva : des organismes réclament une enquête publique plus large

→ Plusieurs organismes réclament que l'enquête publique sur le drame qui a coûté la vie au jeune Fredy Villanueva, l'été dernier, ait un mandat beaucoup plus large et qu'elle examine les méthodes des policiers. Certains exprimeront d'ailleurs bientôt haut et fort leur insatisfaction et leur colère devant l'enquête menée par la Sûreté du Québec (SQ) qui ne s'est faite, d'après eux, que l'écho de la version des deux agents montréalais impliqués. La Ligue des droits et libertés, le Centre justice et foi, le Conseil cen-

tral du Montréal métropolitain et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes ont demandé d'une même voix, hier, que l'enquête publique du juge Robert Sansfaçon aborde aussi les questions relatives au profilage racial et à la lutte contre les gangs de rue. Parallèlement, la Coalition contre la répression et les abus policiers a fait une demande similaire et tiendra une manifestation le 13 décembre au parc Henri-Bourassa, à Montréal-Nord. La Presse Canadienne

JOURNAL DE MONTRÉAL : Villanueva : Une autre manif le 13 décembre – Jeudi 04 décembre 2008

Madeleine Leblanc, Le Journal de Montréal
En l'absence d'accusations portées contre les policiers dans l'affaire Villanueva, un regroupement d'organismes tiendra une manifestation le 13 décembre.

Le rapport d'enquête déposé lundi ne reconnaît pas d'infraction criminelle à l'endroit du policier qui a abattu Fredy Villanueva dans un parc de Montréal-Nord le 9 août dernier.

Des membres de la Coalition contre la Répression et les Abus Policiers (CRAP) ont fait sa-voir leur

indignation hier face à ce constat qu'ils jugent aberrant.

Ils réclament notamment une enquête publique et la fin du profilage racial, qu'ils considèrent présent au sein du corps policier montréalais.

Rassemblement

Ils organisent, de plus, une manifestation le samedi 13 décembre à 14 h au parc Henri-Bourassa de concert avec une quinzaine d'organismes communautaires.

«Nous espérons qu'aucun geste de répression ne sera posé par les policiers.

«Nous n'inciterons pas les manifestants à recourir à la violence mais nous ne sommes pas en mesure de réprimer leur grogne éventuelle», a prévenu François Du Canal, porte-parole du CRAP.

Cette coalition avait organisé un rassemblement auquel plus de 600 personnes avaient pris part en octobre.

MÉTRO : L'enquête de la SQ dénoncée dans l'affaire Villanueva – Jeudi 04 décembre 2008

MATHIAS MARCHAL, MÉTRO

Le résultat de l'enquête de la SQ qui innocent l'agent Jean-Loup Lapointe, qui a tué Fredy Villanueva, «est révoltant, mais pas surprenant», selon la Coalition contre la répression et les abus policiers (CRAP).

Selon la CRAP, 43 personnes ont été tuées par la police de Montréal depuis 1987, mais les agents n'ont été poursuivis que dans 4 cas. Sur ces quatre cas, les policiers ont été acquittés dans

deux des dossiers (affaires Anthony Griffin et Jean-Pierre Lizotte).

«Dans les deux autres dossiers, les policiers reconnus coupables ont été réintégrés ensuite au sein de la police de Montréal», déplore Alexandre Popovic, un des porte-parole du CRAP, qui demande la fin des enquêtes sur les policiers par d'autres corps de police.

La CRAP fait remarquer que le procureur responsable du dossier de l'enquête policière est le même qui avait déjà innocenté deux policiers qui

avaient causé la mort de Quilem Registre en lui donnant six décharges électriques en octobre 2007 dans le quartier Saint-Michel.

La CRAP organisera une autre manifestation le 13 décembre, là où est mort Fredy Villanueva. «L'enquête publique qui a été annoncée donnera la vérité, mais pas la justice, déplorent les membres du groupe. Ils dénoncent aussi le temps laissé aux deux policiers impliqués avant qu'ils aient eu à fournir leur version des faits.

24 HEURES : Brutalité policière : La colère gronde toujours à Montréal-Nord – Jeudi 04 décembre 2008



Le porte-parole de la coalition, François Du Canal, n'écarte pas la possibilité qu'une nouvelle flambée de violence frappe le quartier chaud de Montréal-Nord, le 13 décembre prochain, jour du rassemblement.

Photos: Maxime Deland

Maxime Deland

Pendant que le niveau de tension a monté d'un cran à Montréal-Nord, la Coalition opposée à la brutalité policière (COBP) organise une manifestation à l'endroit même où Fredy Villanueva est mort, le 9 août dernier.

Le porte-parole de la coalition, François Du Canal, n'écarte pas la possibilité qu'une nouvelle flambée de violence frappe le quartier chaud de Montréal-Nord, le 13 décembre prochain, jour du rassemblement.

«S'il y a des débordements, ce n'est pas nous qui les aurons causés, ce sont les injustices policières», dit le porte-parole.

«On espère qu'il n'y aura pas de violence policière. On a le droit de protester et c'est ce qu'on va faire», ajoute-t-il.

Selon M. Du Canal, plutôt que de prévenir d'autres émeutes, les policiers devraient prévenir d'autres «bavures policières scandaleuses» com-

me celle commise par l'agent Jean-Loup Lapointe, le soir du 9 août.

Chercher le trouble

En organisant une manifestation alors que le mécontentement est omniprésent à Montréal-Nord, la COBP n'a pas l'impression de «courir après le trouble».

«Pas du tout. Si on ne manifeste pas, ça voudrait dire qu'on cède la rue aux policiers et qu'on accepte l'injustice policière. S'il se passe quelque chose lors de la manif, ça va être la faute du gouvernement et de l'injustice», dit François Du Canal.

La Coalition opposée à la brutalité policière espère attirer un millier de personnes à la manifestation, qui se tiendra samedi le 13 décembre, à 14h. Le rassemblement aura lieu à l'angle des rues Pascal et Rolland, à Montréal-Nord.

THE GAZETTE : Editorial : Shooting inquiry should ease community tensions - Thursday, December 04, 2008

Quebec's justice system has behaved so far with the transparency and professionalism that everyone had demanded – and needed – in the untidy aftermath of Fredy Villanueva's death on Aug. 9.

Conflicting versions of that deadly evening ran rampant throughout Montreal North last summer, fuelling already entrenched fears that Montreal's police department has a tendency to target visible minority young men.

Something had to be done to break the stalemate between visible minority groups and the police department. The usual way of proceeding wasn't going to cut it this time. What usually happens is an investigation by another police force, followed by charges if the findings support such action and if the crown prosecutor agrees. Such findings are extremely rare.

Most often, such cases simply vanish at the level of the police investigation. Family, friends and community are left with their suspicions and pain – and if no charge is laid they don't even have the right to see the results of the investigation.

But in this case Public Security Minister Jacques Dupuis showed good judgment in making it clear from the outset that the public inquiry he called would in no way interfere or overlap with the police investigation.

Keeping the two separate was necessary to maintain the confidence of both the police and the public. Police officers cannot perform if they think they might be thrown overboard whenever it's politically expedient. And the public needs enough information to understand the event.

Fredy Villanueva's death seemed inexplicable at the time. A young man still in his teens record ended up dead during what appeared to be a botched police intervention.

Unusually, police have released some of the findings of the investigation by the Sûreté du Québec. Two officers, a man and a woman, intervened to stop a game of dice. Fredy Villanueva's brother, a member of a street gang, got into a fight with the male officer, while Fredy was found to have grabbed the female officer by the throat and attempted to grasp her belt with his other hand.



The aftermath of any police killing brings intense questioning. Why did the officers intervene without calling for backup? Are the guidelines on requesting backup adequate? We need to know more. And now we have a reasonable expectation that such questions will be answered.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Mort de Fredy Villanueva : Manif contre les abus policiers - Mise à jour le mercredi 3 décembre 2008 à 15 h 51

Après des lendemains calmes, l'annonce qu'aucune accusation ne serait portée contre le policier qui a abattu Fredy Villanueva en août dernier dans un parc de Montréal-Nord commence à faire des remous.

Bien que le regroupement d'organismes communautaires Solidarité Montréal-Nord se dise satisfait

du travail d'enquête effectué par les policiers de la Sûreté du Québec dans le dossier, d'autres organismes sont indignés qu'aucune accusation ne soit portée contre le policier qui a tué Fredy Villanueva.

En réaction à l'absence d'accusation contre le policier qui a tiré sur Villanueva, Jean-Loup La-

pointe, la Coalition contre la répression et les abus policiers a annoncé, lors d'une conférence de presse tenue mercredi devant le palais de justice de Montréal, la tenue d'une manifestation sur les lieux de la mort du jeune Villanueva le 13 décembre prochain au parc Henri-Bourassa.

Un porte-parole du groupe, François Van Vliet, a même insinué que si du grabuge survenait, la responsabilité en incomberait aux autorités.

« S'il y a des débordements, ce n'est pas nous qui allons les causer, c'est les injustices du système. »

— François VanVliet

Un procès malgré tout

Un porte-parole de la coalition contre les abus policiers, Alexandre Popovic, a pour sa part estimé qu'un procès contre le policier Lapointe aurait constitué la meilleure solution pour dénouer la crise même si la preuve ne le justifiait pas.

De son côté, la Ligue des droits et libertés, le Centre justice et foi, le Conseil central du Montréal métropolitain et la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes réclament que l'enquête publique

aborde les questions du profilage racial et de la lutte aux gangs de rue.

« Les forces policières doivent rendre compte publiquement de la manière dont cette problématique est prise en compte dans leurs interventions et déterminer les lacunes à corriger. »

— Une porte-parole du Centre justice et foi, Louise Dionne

Légitime défense

Fredy Villanueva est mort à l'âge de 18 ans le 9 août dernier, dans un parc de l'arrondissement Montréal-Nord, quand un policier a fait feu sur trois garçons qui s'étaient rués sur son collègue.

Les agents, qui voulaient arrêter un individu recherché qu'ils venaient de repérer, ont plutôt été encerclés par une vingtaine de jeunes. Selon les conclusions de l'enquête policière, frappé par

l'individu qu'ils tentaient de maîtriser et assailli par d'autres jeunes qui refusaient d'obéir à leurs ordres de reculer, l'un des policiers a senti sa vie menacée et fait feu sur les individus qui l'encerclaient.

Fredy Villanueva est mort atteint de trois balles. La mort du jeune homme a provoqué de violentes émeutes dans l'arrondissement Montréal-Nord, dans la nuit du 10 au 11 août.

articles

[Mort de Fredy Villanueva: Le policier ne sera pas accusé](#)

[Mort de Fredy Villanueva: Une enquête et une poursuite](#)

audio-vidéo

[Marie-Maude Denis explique ce que fera le juge Robert Sansfaçon dans l'affaire Villanueva.](#)

MÉTRO : Solidarité Montréal-Nord se réjouit de l'enquête publique, mais l'espère vaste – Mardi 02 décembre 2008

PAR ROLLANDE PARENT, La Presse canadienne MONTREAL - L'enquête publique sur les circonstances entourant la mort par balles de Fredy Villanueva, le 9 août, devra aller au-delà de l'altercation avec les policiers et prendre en compte le contexte social de l'événement survenu à Montréal-Nord, pour bien en cerner tous les contours. C'est ce qu'ont proposé mardi les porte-parole du Mouvement Solidarité Montréal-Nord (MSMN) et de la Maison Haïti, en conférence de presse. Une pétition en ce sens vient d'être lancée.

Aux yeux de Brunilda Reyes du MSMN, il importe que l'enquête qui sera menée par le juge Robert Sansfaçon tienne compte de la pauvreté vécue par les jeunes du secteur qui avaient le sentiment d'être méprisés par les policiers. Ce n'est qu'à cette condition que la population sera en mesure de comprendre ce qui s'est vraiment passé ce soir-là.

Cela permettra en outre au juge de faire des recommandations beaucoup plus justes et ciblées aux autorités de la Ville de Montréal, du gouvernement du Québec et des corps policiers, avance-t-elle.

Mme Reyes estime connaître maintenant une partie de l'histoire, qui diffère de celle racontée par des citoyens de Montréal-Nord

Elle suggère que les témoignages publics à venir vont permettre de jeter la lumière sur l'ensemble des événements, étape primordiale pour rassurer

la population et pour comprendre comment a été élaborée la décision de ne pas poursuivre le policier.

"On veut savoir quels éléments étaient sur la table pour arriver à cette conclusion", a-t-elle dit. Par ailleurs, les représentants de la Maison Haïti et du MSMN soumettent qu'il y a lieu de mettre en place une structure différente pour les enquêtes menées sur un corps policier.

"Quand on demande d'avoir une structure différente pour ce genre d'enquête c'est que ce qui importe pour nous est de s'enlever une épine dans le pied", a signalé François Bérard du MSMN. "La fait qu'un corps de police enquête sur un autre corps de police ressort dans les discussions. La SQ et les procureurs ont fait un bon travail, mais il faut améliorer le système afin de lui donner une plus grande crédibilité et éloigner les soupçons de conflit d'intérêt."

Selon Harry Delva de la Maison Haïti, l'enquête policière a été faite de façon rigoureuse.

"Mais la vision des jeunes ne sera jamais celle des adultes. Parce qu'ils se sont fait interpeller parfois à tort par les policiers, les jeunes qui voient qu'un corps de police enquête sur un autre corps de police, ça ne rentre pas très bien dans leur tête", a-t-il dit.

La mort de M. Villanueva avait provoqué de violentes émeutes à Montréal-Nord en août dernier.

Le MSMN a bien l'intention de travailler avec la population de Montréal-Nord pour qu'elle sente partie prenante de l'enquête publique.

"Nous allons vulgariser l'information de façon que les gens comprennent l'ensemble de l'enquête publique", a promis M. Bérard.

La tenue d'une enquête publique a été commentée favorablement du côté politique, par Québec solidaire, le premier ministre Jean Charest et le chef de l'ADQ, Mario Dumont.

En campagne à Montréal et Laprairie, le chef libéral a indiqué qu'il existait un besoin de connaître les faits, d'aller au fond des choses.

"Il y a des enjeux qui débordent les circonstances tragiques. Il y a les questions sociales autour de Montréal-Nord, la question de ce que nous devons faire pour nous assurer qu'il y ait une paix sociale et que les gens puissent vivre en sécurité", a-t-il dit.

Pour le chef adéquiste, Mario Dumont, le malheur derrière les événements de Montréal-Nord réside dans le fait que des jeunes en soient rendus là.

"Le problème des gangs de rue qui pourrait à Montréal-Nord comme dans d'autres quartiers de Montréal. On devrait avoir de meilleures écoles et l'énergie de nos jeunes, des garçons surtout, devrait aller dans les sports, dans des activités structurées plutôt que de se ramasser dans la rue et dans des choses qui tournent au désastre", a-t-il fait valoir.

Cégeps

LE SOLEIL : Projet de gymnase et de résidence au Centre d'études collégiales de Baie-des-Chaleurs – Jeudi 18 décembre 2008

Gilles Gagné, collaboration spéciale, Le Soleil (Carleton) Le Centre d'études collégiales de Baie-des-Chaleurs reçoit sa 20e cohorte en 2008-2009, et sa direction compte annoncer sous peu deux projets qui contribueront à garantir son avenir pour les 20 années suivantes, la construction d'un gymnase et d'une résidence, dans ce cas avec des partenaires privés.

Le gymnase coûterait 3 millions \$, et le directeur du Centre, Louis Bujold, souhaite l'annoncer le 20 juin, journée d'accueil des anciens du collège. Pour la résidence, une analyse est effectuée pour déterminer sa capacité.

Fondé en 1989, l'établissement de Carleton a été aménagé pour accueillir 175 étudiants, mais il s'est maintenu au-dessus de ce seuil, comme le prouvent les 240 élèves qui le fréquentent en

2008. C'est l'un des rares collèges à prévoir une hausse pour août 2009.

«Nous devrions avoir 280 élèves l'an prochain parce que ce sera la deuxième année des techniques d'intervention en délinquance. Nous attendons 40 élèves de plus», précise Louis Bujold.

En plus des avantages d'assurer l'accessibilité à des études de qualité pour les diplômés du secondaire de la baie des Chaleurs, le collège contribue à l'économie locale, note M. Bujold, rappelant que les 100 élèves surpassant les prévisions de 1989 injectent 1 million \$ supplémentaires en retombées régionales.

«Le Centre d'études collégiales génère 6 millions \$ en retombées, 4 millions \$ en salaires et en achats et 2 millions \$ venant de la présence des élèves», remarque-t-il.

L'établissement emploie 60 personnes, 35 enseignants et 15 employés de soutien, auxquels s'ajoutent les 10 employés du Groupe Collégia, qui donne la formation continue à 100 étudiants de plus.

Dans le passé, l'établissement a su hausser sa clientèle en innovant, notamment en instaurant des programmes techniques de deux ans au lieu de trois, en assurant un service de transport et en créant des programmes attirant des clientèles du reste du Québec.

En ce sens, sa direction souhaite mettre en place un centre qui intégrerait les formations techniques et professionnelles en matière de gestion et de bureautique, puisque des compétences sont communes aux deux programmes. Le collège veut aussi renforcer sa position dans la formation d'agents correctionnels.

LE SOLEIL : Campus Charlevoix: projet d'agrandissement de 6,3 millions \$ - Mercredi 17 décembre 2008



Rosaire Bertrand a fait du campus collégial un projet personnel, sur lequel il s'affaire depuis qu'il a cédé son siège de député à Pauline Marois.

Pierre Rochette, collaboration spéciale Sylvain Desmeules, collaboration spéciale, Le Soleil

(La Malbaie) Le premier geste de l'organisme Campus Charlevoix aura été de déposer officiellement son projet à la direction du Cégep de

Jonquière, soit l'agrandissement pour 6,3 millions \$ de son antenne collégiale située à La Malbaie.

C'est l'ex-député de Charlevoix Rosaire Bertrand qui préside ce nouvel organisme voué à l'avancement de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche dans Charlevoix. «Nous voulons créer de l'intérêt autour du projet. À partir de janvier, nous serons très actifs. Ce sera exigeant pour tout le monde, mais il faut se donner les moyens d'avoir la meilleure éducation possible pour les prochaines années», disait-il. Le Cégep de Charlevoix aura 15 ans en 2009. Si sa naissance a été le résultat d'une bataille épique à l'époque, son agrandissement semble aussi devoir passer par une laborieuse démarche. La construction d'une résidence d'étudiants et d'un complexe multifonctionnel combinée à la modernisation des locaux actuels et à la bonification des programmes représentent l'essentiel du projet.

Dans la foulée de Campus Charlevoix, on a aussi créé une fondation qui visera le financement à hauteur de 15 % du projet. Une campagne de recrutement s'amorcera sous peu. «Nous avons besoin d'une très grande implication de la population. Ça veut dire du renfort pour avoir un comité retentissant», ne se cache pas M. Bertrand.

Pour Denis Thibeault, chargé de projet, la tâche a d'abord consisté à justifier la demande. «Il y a un marché potentiel de 2000 élèves. De ce nombre, on en tire environ 250 bon an, mal an qui choisissent Charlevoix. On pense qu'avec un peu de marketing, on pourrait facilement monter de 15 %. Nous pourrions accueillir jusqu'à 400 élèves», dit-il. Rappelons que la députée de Charlevoix, Pauline Marois, a fait de ce projet une promesse électorale.

LA TRIBUNE : En bref : Nouveau centre des médias au Cégep – Mardi 16 décembre 2008

La Tribune

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke bénéficient depuis peu d'un nouveau Centre des médias, les travaux de modernisation ayant été complétés

réemment. Il s'agit de la troisième phase d'un vaste projet de modernisation étalé sur trois ans. Parmi les modifications apportées, un nouveau comptoir de prêt a été installé, les services de soutien à la réussite ont été regroupés... En

somme, les espaces de vie et d'études sont maintenant plus attrayants et conviviaux. L'institution a pu compter sur l'aide de la Fondation du Cégep de Sherbrooke pour concrétiser ce projet.

LA TRIBUNE : Le Cégep de Sherbrooke veut faire sa part – Lundi 15 décembre 2008

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Le Cégep de Sherbrooke souhaite créer un Centre d'innovation en formation de la relève (CIFR), dont le mandat serait de lutter contre les difficultés de recrutement de main-d'oeuvre. Au Québec, le ministère de l'Éducation doit accorder la reconnaissance de trois de ces centres de transfert de technologie dans le domaine des pratiques sociales novatrices.

Le Cégep de Sherbrooke a déjà mis en place des projets visant à favoriser le recrutement et la rétention de la main-d'oeuvre. On peut penser, entre autres, à PRIMOS, le partenariat régional d'intégration de la main-d'oeuvre en santé.

Ce partenariat, par exemple, permet d'embaucher pendant la saison estivale des étudiants qui en sont à leur première année de formation. Les institutions de la santé peuvent donc compter sur des ressources humaines, et les étudiants peu-

vent voir, du même coup, les réalités de leur métier sur le terrain. Du côté de PRIMOM, un autre partenariat qui regroupe les entreprises manufacturières et qui en était à son premier été de fonctionnement, plus d'une centaine d'étudiants ont pu avoir un emploi durant la saison chaude.

La nouvelle structure permettrait donc de chapeauter ce genre de projets. Selon les besoins en matière de main-d'oeuvre, le centre élaborera différents projets de recherche.

L'appel de projets a été lancé au cours de l'été. Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) s'est engagé à accorder trois centres dans le domaine des pratiques sociales novatrices (PSN), explique Marie-France Bélanger, directrice des études au Cégep de Sherbrooke.

Le Cégep s'attend à avoir une réponse ce printemps. Le Ministère accorderait 150 000 \$ par

année pour le fonctionnement. La reconnaissance serait attribuée pour une période de trois ans. «On a différents champs d'action qui permettraient de contribuer au développement économique de la région. La compétition est assez rude, compte tenu qu'il n'y aura que trois centres qui seront reconnus dans le domaine des PSN», souligne Mme Bélanger.

Parallèlement, le Cégep de Sherbrooke travaille à la mise en oeuvre d'un centre d'études et de recherche transdisciplinaire enseignant étudiant. L'un des objectifs est de permettre d'intéresser les étudiants aux sciences. Dans un document de l'institution, on note que le centre pourrait s'associer aux instances de la région afin de déterminer quels thèmes pourraient mobiliser les chercheurs et les étudiants.

LA TRIBUNE : Cégep de Drummondville : Un laboratoire ultramoderne inauguré – Vendredi 12 décembre 2008

Jean-Pierre Boisvert, La Tribune

(DRUMMONDVILLE) Le Cégep de Drummondville et son département d'électronique ont inauguré un laboratoire ultramoderne de réseautique qui a coûté quelque 720 000 \$.

Créée dans la foulée de l'implantation du programme «Technologie de l'électronique, spécialisation ordinateurs et réseaux», la nouvelle salle des serveurs vitrée et adjacente à la salle de classe permet aux étudiants du programme d'accéder en tout temps et directement à ces équipements de pointe.

«Nous sommes fiers d'être le seul collège public de la région à proposer ce programme depuis cet automne. Nous inaugurons l'un des effets tangibles de l'importante contribution financière que nous avons obtenue du ministère de l'Éducation», a affirmé la présidente du conseil d'administration du Cégep de Drummondville, Jeanne-Mance Paul. Contrairement à la pratique courante dans ce genre de formation, chaque étudiant dispose d'un poste de travail complet incluant tous les équipements nécessaires pour travailler dans un contexte de gestion réaliste: un ordinateur client de

dernière génération, un serveur de type «rack-mount» équipé de disques hautes-performances et des équipements de commutation correspondant aux normes industrielles les plus exigeantes. «Ce genre de spécialiste est très recherché actuellement en entreprise, a assuré Bernard Rioux, coordonnateur du département. Comme il faut un technicien compétent physiquement sur place, l'installation et la configuration ne peuvent pas être sous-traitées dans un pays émergent. Il y a de nombreux emplois à combler dans ce domaine et la rémunération est excellente.»

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Matane : Un diplôme et un emploi - Mise à jour le jeudi 11 décembre 2008, 16 h 02 .

Les centres de santé de la Matapédia, de Matane et de la Haute-Gaspésie s'engagent à embaucher toutes les finissantes du Cégep de Matane en Soins infirmiers.

Le partenariat entre les établissements de santé et d'éducation a été dévoilé jeudi après-midi. Il prévoit aussi que les étudiantes obtiendront un emploi d'été durant leur formation.

En raison de la pénurie d'infirmières et des départs à la retraite, les trois centres hospitaliers auront besoin d'une trentaine de recrues par année pendant plusieurs années.



Le Cégep de Matane espère que les étudiantes sont attirées par la promesse d'un emploi à la fin de leurs études et qu'elles seront plus nombreu-

ses à s'inscrire dans son programme. Deux fois plus de personnes pourraient être admises en Soins infirmiers.

[Le reportage de Réjean Sirois](#)

RADIO-CANADA / ESTRIE : Cégep de Victoriaville : Un nouveau défi pour les étudiants en informatique - Mise à jour le mercredi 10 décembre 2008 à 18 h 37

Le programme d'informatique de gestion du cégep de Victoriaville prend un nouveau virage. À compter de janvier, les étudiants développeront des jeux vidéo pour la console Xbox.

Les jeux conçus à Victoriaville seront disponibles sur « Xbox Live » pour être distribués à l'échelle internationale. D'autres projets en robotique occuperont aussi la cohorte de 35 étudiants.

[audio-vidéo](#)
[Jean-François Dumas a rencontré des étudiants au programme d'informatique de gestion.](#)

LE DROIT : Afin d'améliorer la réussite scolaire : Nouveau règlement controversé au Cégep de l'Outaouais – Jeudi 04 décembre 2008

Justine Mercier, Le Droit
Des étudiants du Cégep de l'Outaouais estiment que leur autonomie est bafouée par un nouveau règlement qui les oblige à assister à 85 % d'un cours afin d'avoir accès à l'examen final. Le président de l'Association générale des étudiantes et étudiants du Cégep de l'Outaouais (AGEECO), Jocelyn Leblanc-Courchaine, soutient que cette nouvelle règle, adoptée en juin dernier, fait bien des mécontents au Cégep.
« On régresse par rapport au secondaire, où les élèves inscrits à un cours sont automatiquement admis à l'examen final, peu importe la quantité d'absences, lance-t-il. Ils disent que c'est pour nous habituer au marché du travail, mais c'est une régression face à l'autonomie des étudiants. » Au Cégep, le directeur des études, Michel Yelle, indique que ce nouveau règlement vise à accroître la réussite scolaire en comptabilisant les absences par tranche de demi-heures.
« On a constaté au cours des dernières années des problèmes très importants en matière d'absentéisme, et ça se reflétait au niveau des résul-

tats, affirme-t-il. On ne voulait pas que ce soit trop drastique, mais on voulait que le message soit très clair, c'est-à-dire que la présence est liée à la réussite. »
L'association étudiante déplore l'impact de ce règlement, puisque sans examen final, l'échec est assuré. Les modalités d'application du règlement laissent aussi à désirer, selon M. Leblanc-Courchaine.
« Ça laisse place à la subjectivité pour les professeurs, croit-il. La mise en application est trop floue. »
Le président de l'AGEECO a donné en exemple le cas d'une étudiante enceinte qui a vu une absence être inscrite à son dossier en raison d'un rendez-vous pour une échographie.
Appel au « gros bon sens »
Le Cégep prévoit pourtant que « de façon exceptionnelle, des absences justifiées et acceptées par l'enseignant pour raison de force majeure peuvent ne pas être comptabilisées ».
« Il faut tout le temps laisser place à une marge de manoeuvre pour tout le monde, donc les pro-

fesseurs ont été invités à utiliser le gros bon sens », souligne M. Yelle.
Les étudiants peuvent également établir des ententes avec leurs professeurs pour rattraper la matière perdue en raison d'une absence.
« Mais encore là, c'est le professeur qui décide, qui a le dernier mot », déplore M. Leblanc-Courchaine.
L'AGEECO fait présentement circuler une pétition au Cégep contre ce nouveau règlement. Le directeur des études du Cégep affirme qu'une évaluation de cette nouvelle mesure sera faite à la fin de la présente session, ainsi qu'à la fin de la session d'hiver.
« On va l'évaluer pour voir comment ça se traduit, voir si les effets escomptés sur la présence et la réussite sont là », assure M. Yelle.
Hier, un groupe baptisé « Contre la nouvelle politique d'absentéisme du Cégep de l'Outaouais » comptait plus de 330 membres sur le populaire site de réseautage Facebook.

RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Cégep de Matane : Un nouveau studio - Mise à jour le jeudi 4 décembre 2008, 10 h 32



Nouveau studio du cégep de Matane

Le cégep de Matane dispose maintenant du plus grand studio de prise de vue à l'est de Québec. Les installations, construites au coût de 870 000 \$, ont été inaugurées mardi. L'établissement d'éducation souligne avoir investi 2,4 millions de dollars depuis cinq ans pour aménager les nouveaux laboratoires et les équipements nécessaires à son programme de photographie numérique.
Selon Robert Baronnet, qui enseigne la photo depuis 24 ans, ces investissements étaient nécessaires pour que le cégep de Matane se démarque.
« Si on se tient à jour à la fois dans nos équipe-

ments et dans notre façon d'enseigner avec les nouvelles réalités du marché du travail, dit-il, on va conserver notre notoriété. » Environ 70 étudiants de partout dans la province sont inscrits dans ce programme de photographie. L'établissement d'éducation espère qu'une récente entente avec l'École supérieure des métiers artistiques de Montpellier, en France, contribuera à asseoir sa notoriété et à attirer de nouveaux étudiants.

[Les précisions de Jean-François Deschênes](#)

LA PRESSE : En bref : L'armée renonce à un kiosque dans un cégep – Mercredi 03 décembre 2008

L'armée renonce à un kiosque dans un cégep

Les Forces armées canadiennes ont renoncé de leur plein gré à l'installation d'un kiosque de recrutement au cégep André-Laurendeau, ont annoncé l'association étudiante et le syndicat des enseignants du cégep. Les étudiants et leurs professeurs menaçaient de perturber l'événement qui devait avoir lieu sur l'heure du midi. Mis au parfum de cette mobilisation, l'armée a confirmé le retrait des kiosques des enseignants. Jean-François Doucet. « La vie d'un seul étudiant ne vaut pas tout le pétrole américain », a-t-il dit. L'an dernier, les Forces ont annulé ou écourté plusieurs visites en raison de la mobilisation étudiante.

— Catherine Thériault

LE DEVOIR : Règles de gouvernance - Le modèle du Cégep de Lanaudière risque d'être compromis - Édition du mardi 02 décembre 2008

Clairandré Cauchy
Dans son élan pour resserrer la gouvernance des universités et des cégeps, le gouvernement pourrait faucher au passage l'autonomie locale des trois composantes du Cégep régional de Lanau-

dière, craignent les communautés de Joliette, de L'Assomption et de Terrebonne. Le projet de loi 110 sur la gouvernance des cégeps, déposé le 30 octobre dernier par la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, prévoit l'abolition des dispo-

sitions de la Loi sur les cégeps qui permettent de gérer localement les programmes d'étude, la vie étudiante et les services à la communauté. En lieu et place, l'ensemble des décisions seraient prises par un conseil d'administration régional, qui pour

l'heure ne s'occupe que des ressources humaines et matérielles. Ce modèle décentralisé s'applique aujourd'hui uniquement au Cégep régional de Lanaudière.

Aucune consultation locale n'a été menée avant que le projet de loi ne soit déposé à la fin d'octobre (notons qu'il est mort au feuillet avec le déclenchement des élections et qu'il devra être déposé de nouveau avant d'être débattu). Mis au fait après coup de l'émoi que le projet de loi suscitait dans la région, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, s'est montrée «sensible» à la situation. «On va regarder tous les effets du projet de loi et on va voir comment on peut corriger la situation», a indiqué au Devoir l'attaché de presse de la ministre, Jean-Pascal Bernier.

Concrètement, les collèges constituants de Joliette, de L'Assomption et de Terrebonne disposent d'un conseil d'établissement propre où siègent des représentants socioéconomiques et de la commu-

nauté collégiale. Chacun des trois collèges a aussi sa propre commission des études, qui définit les programmes.

Les dirigeants et administrateurs du collège, les syndicats ainsi que les élus locaux redoutent une centralisation du Cégep régional de Lanaudière et plus particulièrement l'abolition des instances locales où siègent des représentants locaux. Le mode de fonctionnement actuel «permet au collège de répondre plus rapidement aux besoins du milieu qu'il dessert», affirme le président du conseil d'établissement à Terrebonne, François Duval, notaire de son métier et président du Conseil local de développement des Moulins.

«Le projet de loi va à l'encontre de la mission même du cégep d'offrir un projet éducatif différent dans chaque constituante», renchérit Claude Pépin, président du syndicat des enseignants du collège constituant de Joliette, qui s'exprime au nom des trois syndicats.

La pilule est particulièrement difficile à avaler à Joliette, qui était auparavant un cégep à part entière avant d'être fondu avec le collège privé de L'Assomption et le tout nouvel établissement de Terrebonne pour former le nouveau Cégep régional de Lanaudière en 1998.

Le 7 novembre dernier, les administrateurs du cégep régional ont adopté à l'unanimité une résolution en appui au modèle de gouvernance actuel. On y soulignait qu'avec le modèle préconisé dans le projet de loi, «il apparaîtrait plus difficile d'exercer une gestion de proximité auprès des clientèles». Un comité regroupant des représentants des trois collèges constituants a aussi été formé pour rédiger un mémoire à ce sujet.

Il reste maintenant à voir si les dispositions controversées seront encore dans le projet de loi sur la gouvernance, si celui-ci est déposé à nouveau à l'Assemblée nationale après les élections.

Québec : Universités

LA PRESSE : Le crédit de l'UQAM s'améliore – Vendredi 19 décembre 2008

Charles Côté, La Presse

Le crédit de l'Université du Québec à Montréal a pris du mieux pour la première fois depuis trois ans, hier, avec un nouveau bulletin de la firme DBRS.

Mais, malgré le sauvetage de 380 millions annoncé par Québec, l'institution devra faire d'importantes compressions budgétaires, ajoute du même souffle la firme.

DBRS a changé sa perspective de «négative» à «stable» sur la dette de l'UQAM et les obligations University Finance Trust 2006, qui représentent la dette de 200 millions attribuable à l'îlot Voyageur. La cote des deux entités demeure toutefois inchangée.

L'université montréalaise a encouru une dette de près de 500 millions après des dépassements de coût des deux édifices, le Complexe des sciences,

avenue du Président-Kennedy, terminé en 2005, et l'îlot Voyageur, rue Berri, qui demeure inachevé. «C'est la première fois depuis trois ans que la firme améliore notre cote», se réjouit Francine Jacques, porte-parole de l'UQAM.

«Notre changement de perspective reflète l'engagement du gouvernement du Québec, qui est très bienvenu», affirme Éric Beauchemin, de DBRS. En décembre 2005, DBRS avait sonné l'alarme en réévaluant à la baisse la cote du crédit de l'UQAM.

En octobre dernier, l'UQAM s'est entendue avec Québec pour la prise en charge des 180 millions de dettes attribuables au Complexe des sciences. Afin de toucher à cette bouée de sauvetage, l'UQAM doit déposer un plan de redressement financier d'ici le 31 mai 2009, rappelle DBRS. Le but est le retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2013-14.

Cela «va exiger des réductions de coûts et des efforts du personnel (les coûts de main-d'oeuvre représentent environ 80% du budget), ce qui pourrait représenter un défi», affirme DBRS. «On s'attend à ce que le plan de restructuration prévue beaucoup plus de compressions que le plan original présenté plus tôt cette année (qui a été rejeté par le Québec). DBRS se réjouit de la détermination de la direction, mais note que la mise en oeuvre du plan sera probablement la phase la plus ardue.»

DBRS prévoit toujours un déficit de 20 millions à l'UQAM cette année, même si ce montant devrait être réduit à près de zéro par la prise en charge de la dette, une fois le plan de redressement accepté par Québec.

LE SOLEIL : L'UQAM à Saint-Roch à la place de TÉLUQ? – Vendredi 19 décembre 2008

«Ça revient à démanteler le siège social à Québec. C'est une perte importante pour la ville. On ne peut pas déchirer le contrat et changer les règles du jeu unilatéralement»

Luc Nadeau, président du syndicat des professeurs de la TÉLUQ

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Trois ans après son mariage avec la Télé-université, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) envisage de l'avaloir complètement. Le siège social de l'université à distance ? fer de lance de la revitalisation du quartier Saint-Roch ? pourrait même devenir un campus de l'UQAM à Québec. Entre les murs de la TÉLUQ, on crie au démantèlement.

Fin mai, le recteur de l'UQAM a mandaté un chargé de dossier pour étudier l'intégration de la TÉLUQ à l'UQAM. Dès son arrivée en poste en janvier, Claude Corbo avait annoncé son intention d'en faire un dossier prioritaire, déplorant l'absence de résultats concrets à la suite du rattachement de la TÉLUQ à l'UQAM en 2005.

Le rapport de Pierre Brossard, déposé la semaine dernière, est «l'hypothèse de travail privilégiée» par la direction, peut-on lire dans un courriel envoyé cette semaine à la communauté universitaire. Le scénario a suscité toute une levée de boucliers entre les murs de la TÉLUQ. Selon le rapport Brossard, la Télé-université ne doit plus être «une structure particulière au sein de l'uni-

versité». Elle doit plutôt se fondre dans l'offre de services de l'UQAM.

Ainsi, l'ensemble des programmes et des cours de la TÉLUQ doivent être intégrés à ceux de l'université montréalaise, peut-on lire parmi les recommandations (voir l'encadré). Les étudiants, inscrits à un guichet unique, doivent être régis par les règlements de l'UQAM. Les professeurs de la Télé-université doivent aussi être intégrés dans ses départements. En vertu de l'entente conclue en 2005, l'UQAM s'est engagée à maintenir une «composante désignée sous le nom de la Télé-université» sur le territoire de la ville de Québec. Une exigence qui «devrait être tournée à l'avantage de l'UQAM, peut-on lire dans le rapport, qui peut ainsi disposer d'un campus dans la capitale nationale».

Même si des emplois seront maintenus à Québec, certains postes sont déjà en péril. Le rapport propose d'abolir, à partir du 1er juin 2009, cinq postes de direction basés dans le quartier Saint-Roch.

Hypothèse privilégiée

À l'UQAM hier, le recteur Corbo n'était pas disponible pour une entrevue. Le directeur des communications, Daniel Hébert, a insisté pour dire qu'aucune décision n'est encore prise. «La direction va tenir compte de tous les commentaires et les avis avant de trancher. Ce sera un dossier prioritaire lors de la prochaine session», a-t-il indiqué.

Pourtant, dans un courriel interne envoyé par la direction de l'UQAM dont Le Soleil a obtenu copie, on peut lire que «les perspectives générales qui inspirent le rapport sont fondées» et que le document constitue «une feuille de route raisonnée pour réaliser une efficace intégration de la Télé-université à l'UQAM».

Rejet de la TÉLUQ

De son côté, la TÉLUQ a préféré hier ne pas commenter officiellement le rapport, nous référant plutôt à la direction de l'UQAM. Le Soleil a toutefois appris que le conseil de gestion (qui a remplacé le conseil d'administration en 2005) a adopté une résolution mercredi rejetant les conclusions du rapport Brossard.

Le scénario proposé «n'est pas propice à protéger la mission de la Télé-université et à en assurer son développement au sein de l'UQAM», a décrété le conseil qui considère que ces recommandations contreviennent à l'entente de 2005. Lors de ce mariage, l'UQAM s'était aussi engagée à maintenir «l'intégrité organisationnelle» de la Télé-université.

Pour le syndicat des professeurs de la TÉLUQ, le scénario proposé signifie tout simplement l'arrêt de mort de l'institution. «Ça revient à démanteler le siège social à Québec. C'est une perte importante pour la ville. On ne peut pas déchirer le contrat et changer les règles du jeu unilatéralement», affirme son président, Luc Nadeau. Même si des professeurs pourraient continuer de travailler à Québec tout en étant rattachés à un départ-



tement montréalais, M. Nadeau estime qu'il s'agit d'une mauvaise avenue puisque la distance les isolera complètement de la vie départementale. De son côté, le syndicat des employés de soutien de la Télé-université a adopté une résolution dénonçant ce «démantèlement irresponsable», mais il a été impossible hier de s'entretenir avec l'un de ses porte-parole. Le président de l'Associa-

tion étudiante de la Télé-université, Noël Pépin, a aussi exprimé «beaucoup d'inquiétude» puisqu'il considère que les changements proposés risquent plutôt de réduire l'offre de cours aux étudiants, du moins à court terme. Ce n'est pas la première fois que Québec risque de perdre des plumes au profit de Montréal dans ce dossier. En 2002, lors des premières discus-

sions entourant le mariage de la TÉLUQ avec l'UQAM, la disparition pure et simple du siège social dans Saint-Roch avait été envisagée. À la suite du tollé soulevé, le projet d'entente avait été modifié. Six ans plus tard, l'UQAM revient à la charge.

LA TRIBUNE : L'UdeS dégage un surplus de 700 000 \$ - Vendredi 19 décembre 2008

Isabelle Proni, La Tribune
(SHERBROOKE) L'Université de Sherbrooke termine l'exercice financier 2007-2008 avec un surplus de près de 700 000 \$.
«Le retour à l'équilibre un an plus tôt que prévu s'explique par une croissance record de l'effectif étudiant et des activités de recherche au cours des huit dernières années, les réinvestissements gouvernementaux dans les universités ainsi que des efforts importants dans l'ensemble des fa-

cultés et des services», fait valoir le vice-recteur à l'administration et au développement durable de l'UdeS, Alain Webster.
Le réinvestissement de Québec dans l'éducation postsecondaire a permis à l'UdeS de toucher une somme d'environ 5 millions \$. L'institution vit une situation exceptionnelle avec une croissance d'environ 35 % de sa clientèle depuis le début des années 2000.

L'UdeS enregistre des revenus d'environ 285,7 millions \$ et des dépenses de 285 millions \$. Le déficit accumulé de l'institution se chiffre, pour sa part, à 14,3 millions \$. Aux yeux de M. Webster, l'établissement sherbrookoïse est l'une des institutions «qui possèdent la meilleure situation financière».
L'UdeS a renoué avec l'équilibre budgétaire en 2007-2008.

LE NOUVELLISTE : Une Université... du 3e âge à l'UQTR dès 2009 - Jeudi 18 décembre 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
(Trois-Rivières) L'Université du Québec à Trois-Rivières aura désormais son Université du 3e âge. Elle s'apprête en effet à offrir, dès septembre 2009, une structure et des programmes de formation spécialement conçus pour une clientèle de 50 ans et plus. Le Comité de gestion de l'Université du 3e âge, ou UTA, créé pour développer et offrir ces formations et gérer le budget, offrira aux aînés des cours en plein jour sur le campus à partir des sessions d'automne et d'hiver 2009-2010.
Les cours, d'une durée de huit semaines chacun, seront donnés par des professeurs réguliers ou des professeurs à la retraite, explique Louiseette Lord-Bolduc, présidente du Comité de gestion.
«C'est tellement éclaté comme formule», dit-elle. «Ne pas avoir de travaux. Ne pas avoir d'horaires. Ne pas avoir d'examens. Ne pas avoir de notes. C'est le plaisir d'aller apprendre. Il n'y a aucun prérequis pour suivre les cours... et les coûts sont concurrentiels», dit-elle. En revanche, les cours ne sont pas crédités.
«L'Université du 3e âge, ça existe partout dans le monde. Il y a même une association des Universités du 3e âge de langue française qui a un congrès et qui fait des échanges», ajoute Mme Bolduc. Les universités de Sherbrooke et Laval sont reconnues pour leur UTA, précise Claude Arbour, directeur du Bureau du recteur de l'UQTR.

À ceux et celles qui se demandent pourquoi des aînés retourneraient ainsi aux études alors que la plupart n'en feront pas carrière, le président de la Société des écrivains de la Mauricie, Louis Caron, qui a appuyé le projet, fait la réflexion suivante: «Ça m'énerve qu'on associe la culture et l'éducation au marché du travail. On ramène toujours les choses de notre société contemporaine à des questions économiques. Tu as un diplôme, tu as un job qui vaut tant. C'est bête de penser comme ça. Un être humain ne doit jamais cesser de grandir», plaide-t-il. Et puis, il y a «la visibilité des têtes blanches sur le campus», fait valoir Mme Bolduc.
Les participants à l'UTA «sont des gens qui ont eu une carrière pleine, satisfaisante pour la majorité du temps, mais qui ont dû mettre de côté des rêves ou des curiosités non satisfaites relativement à des sujets», explique Mme Bolduc. «Par exemple, moi j'ai toujours été dans l'éducation, mais j'aime beaucoup l'histoire de l'art. Je vais demander à ce que mon Université du troisième âge essaie de satisfaire cette curiosité-là», illustre-t-elle. «D'autres personnes qui sont dans la santé voudront avoir des cours de philo.»
Une idée qui vient des aînés
L'idée de créer une Université du 3e âge a été adoptée le 15 décembre par le conseil d'administration de l'UQTR. Elle a été soumise par le conseil d'administration de l'Association des diplômés universitaires aînés.

Une première expérience de ce genre avait déjà été tentée par l'UQTR entre les années 2003 et 2005, mais n'avait alors pas reçu l'accueil souhaité auprès de la population visée. Cette fois-ci, plus d'une trentaine d'organismes appuient le projet, dont la Fédération de l'Âge d'or du Québec et plusieurs associations de retraités.
Stéphanie Vermette, coordonnatrice du programme Roses d'or de la FADOQ-Mauricie, est membre du Comité d'implantation de l'UTA. Elle estime que ce nouveau service offert aux gens du troisième âge «redore le blason de la FADOQ». En s'associant à un projet comme celui-là, dit-elle, «ça nous fait connaître sous un autre angle. On essaie de développer des activités qui vont aller chercher un autre groupe d'âge.»
L'UTA devrait s'autofinancer dès 2014, prévoit le plan de financement. L'UQTR s'engage à fournir des subventions décroissantes annuelles pour aider le comité à y parvenir.
La nouvelle Université du troisième âge n'a pas pour mission de grossir la clientèle de l'UQTR. «Pour nous, ce n'était pas nécessairement une préoccupation majeure au niveau des coûts ou des revenus», explique le vice-recteur aux Finances et à la Vie étudiante, René Garneau. «Pour les aider, on va soutenir une partie de la rémunération du gestionnaire et on va offrir des locaux gratuits», précise-t-il.

LA PRESSE : Excellentes conditions de travail pour la rectrice de Concordia - Mercredi 17 décembre 2008

La Presse Canadienne
L'Université Concordia a offert un véritable pont d'or à Judith Woodsworth, sa nouvelle rectrice depuis un mois.
Des documents obtenus par *Le Journal de Montréal* grâce à la Loi sur l'accès à l'information révèlent que Mme Woodsworth touchera 350 000 \$ par an jusqu'en 2013. Elle est aussi admissible à une prime au rendement pouvant atteindre 70 000 \$ par année. En comparaison, le recteur Luc Vinet de l'Université de Montréal, qui dirige un complexe universitaire plus gros que Concordia, empoche 270 473 \$ par an. La rectrice de l'Université McGill, Heather Munroe-Blum, gagne 369 000 \$ annuellement.
Le contrat consenti à Mme Woodsworth regorge aussi de privilèges. Elle s'est d'abord fait rembour-

ser près de 31 000 \$ en frais de déménagement de Sudbury à Montréal. Pour ses déplacements en avion de plus de trois heures, elle aura droit à la classe affaires.
Elle jouira d'une allocation mensuelle pouvant atteindre 1200 \$ pour la location ou l'achat d'une voiture, et on lui remboursera les frais d'assurance, d'immatriculation, de réparations et d'entretien. Un montant de 3000 \$ par mois lui sera versé pour son domicile puisqu'elle pourrait l'utiliser pour des événements et fonctions liés à l'université.
L'abonnement à deux clubs privés sera aussi payé à la rectrice et on lui versera 5000 \$ par année pour sa participation à des activités de formation professionnelle. Et en plus des jours fériés, 25

jours de vacances par année sont consentis à la rectrice.
Enfin, à la fin de son mandat, Judith Woodsworth recevra pendant un an 350 000 \$ supplémentaires. Elle aura droit à ce privilège après son premier mandat ou à la fin de son deuxième mandat, si elle est reconduite dans ses fonctions.
Pourtant, l'Université Concordia traverse une période difficile, ayant accumulé un déficit de 12 millions \$ alors qu'elle prévoit un trou supplémentaire de 3,9 millions \$ cette année.
Christine Mota, porte-parole de l'Université Concordia, explique que l'institution offre le salaire qu'exige le marché du travail pour obtenir les services des gens les plus qualifiés et les plus compétents.

LE DEVOIR : En bref - De l'UQ à McGill - Édition du vendredi 12 décembre 2008

Devoir Le



Le président de l'Université du Québec, Pierre Moreau, ne demandera pas le renouvellement de son mandat, qui prendra fin le 10 février prochain. Il occupe ce poste depuis 2004. Son mandat a été fortement marqué par la tempête provoquée par la déroute financière qui a frappé l'UQAM en raison des projets du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur.

M. Moreau ne quitte pas le milieu éducatif pour autant. Dès février, il ira travailler pour l'université McGill à titre de directeur général du Service de la planification et de l'analyse institutionnelle, en plus d'oeuvrer comme conseiller principal, élaboration de politiques. Il s'agit de deux postes nouvellement créés par l'université anglophone. De 2004 à 2008, Pierre Moreau a été le sixième

président de l'Université du Québec, où il a également été vice-président à l'enseignement et à la recherche entre 2002 et 2004, après avoir occupé les postes de vice-doyen aux études et de doyen de la faculté des sciences et de génie de l'Université Laval, de 1993 à 2002.

LE QUOTIDIEN : L'UQAC s'internationalise – Lundi 08 décembre 2008

Laura Lévesque, Le Quotidien
(CHICOUTIMI) Chine, Mexique, Brésil, Maroc. Des étudiants de partout sur la planète choisissent l'Université du Québec à Chicoutimi pour leurs études. En fait, depuis près de 10 ans, l'UQAC est de plus en plus agressive sur le plan international, constate Martin Gauthier, secrétaire exécutif aux affaires internationales à l'Université.
«Se développer à l'étranger est plus qu'une spécialité, c'est une mission. Les universités demeurent le meilleur réseau démocratique au monde. Côté d'autres cultures, c'est s'ouvrir sur le monde. Pour un Québécois, devenir ami avec un arabe ou un asiatique lui permet de mieux comprendre les autres peuples et ainsi faire preuve de plus de tolérance.»

À l'heure actuelle, près de 350 étudiants internationaux étudient à l'UQAC. Un chiffre qui devrait



Martin Gauthier, secrétaire exécutif aux affaires internationales à l'UQAC.

Le Quotidien, Rocket Lavoie
atteindre 1000 en 2012, selon M. Gauthier. «Nous avons connu une augmentation de près de 30%.

Nous continuons de créer des partenariats, mais avec les nouvelles annonces politiques, l'arrivée des étudiants étrangers sera grandement facilitée», constate M. Gauthier.

Ce dernier fait ainsi référence au désir de Jean Charest de remettre un certificat de sélection du ministère de l'Immigration à tous les étudiants étrangers qui obtiendront un diplôme d'un collège ou d'une université du Québec. Ce certificat, qui est délivré à tout étranger choisi par le ministère en vue de son immigration au Québec, permettrait aux étudiants de devenir résidents permanents beaucoup plus rapidement et, ensuite, citoyens canadiens. «Cela pourrait grandement encourager les gens à venir étudier ici. Le fardeau bureaucratique fait souvent la différence», croit Martin Gauthier.

LE DEVOIR : En bref - UQAM: des sous - Édition du samedi 06 et du dimanche 07 décembre 2008

Devoir Le
L'UQAM s'est entendue hier avec le gouvernement du Québec et pourra bientôt encaisser un chèque de 465 millions. La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Michelle Courchesne, promettait de libérer l'UQAM des dettes qu'elle

avait contractées dans le projet de l'îlot Voyageur en lui versant 200 millions, sous réserve d'une entente entre le MELS et l'Université.

Québec versera par ailleurs à l'UQAM une aide financière de 180 millions pour le parachèvement du Complexe des sciences Pierre-Dansereau et

des subventions conditionnelles de 85 millions. L'UQAM s'est entre autres engagée à atteindre l'équilibre budgétaire au plus tard en 2013-14.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Université Laval : Encore plus cher pour les étudiants étrangers - Mise à jour le jeudi 4 décembre 2008 à 16 h 41

Les étudiants étrangers devront encore payer davantage pour étudier à l'Université Laval l'an prochain. Leurs frais de scolarité augmenteront de 10 % l'été prochain. L'Université Laval imite ainsi les autres universités québécoises.
Ces 4000 étudiants verront ainsi leurs frais augmenter de 500 \$ par trimestre universitaire. Les deux principales associations étudiantes de l'Université Laval, la CADEUL et l'Association des

étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AELIES) déplorent cette décision. Ils soulignent que les étudiants étrangers paient déjà 5000 \$ par trimestre.

Cette augmentation des frais va nuire au recrutement des étudiants étrangers, prévoit le Camerounais Serge Tchaha de l'AELIES. « L'Université, en ayant plusieurs milliers d'étudiants de cette catégorie là, se tire un peu dans le pied en terme

de leadership puisqu'elle ne fait rien pour les retenir, puisqu'une augmentation des frais de scolarité n'est rien de bon pour les étudiants étrangers », dit-il.

Les bourses offertes à des étudiants par leur pays d'origine s'avèrent déjà insuffisantes pour certains et les étudiants devront donc travailler davantage pour payer leurs frais, confirme un étudiant originaire du Burkina Faso.

LE NOUVELLISTE : Les étudiants appuient l'AGÉUQTR – Jeudi 04 décembre 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
(Trois-Rivières) L'Association générale des étudiants de l'UQTR et son président, Jonathan Fortier, peuvent poursuivre leur travail en toute quiétude puisqu'ils ont reçu un appui écrasant de la part de la centaine d'étudiants qui se sont pointés, hier midi, à l'assemblée générale spéciale convoquée dans le but de destituer le président. Cette assemblée avait été demandée par Anthony Deshaies, un étudiant selon lequel Jonathan Fortier ne méritait rien de moins que la destitution pour «manquement grave à son devoir de représenter tous les étudiants dans les dossiers importants qui les concernent».
Or, après avoir exposé son point de vue, le requérant n'a toutefois pas réussi à convaincre la foule présente, même s'il avait fait signer une pétition de 60 noms.
Au cours d'une plénière de 15 minutes, en effet, de nombreux étudiants sont venus au contraire

témoigner du travail sérieux qui est fait à l'AGÉ et de leur appui envers leur président Jonathan Fortier et leur association étudiante.

Attaqué personnellement par Anthony Deshaies qui avait mis en ligne le site web byebyfortier.com anonymement pour étayer son point de vue, Jonathan Fortier a vu les appuis à son endroit se succéder au micro. Certains ont mentionné qu'il était injuste de prétendre que le président et l'AGÉ n'avaient pas agi correctement dans des dossiers comme l'implantation du cours UQTR 101 ou qu'il était inactif dans le dossier des frais de scolarité.

Certains intervenants ont fait remarquer que leur président était finalement accusé de respecter des décisions qui étaient prises démocratiquement par l'assemblée.

L'affaire s'est réglée assez rapidement puisqu'au cours du vote qui a suivi la plénière, moins d'une demi-douzaine de mains se sont levées sur une

centaine pour demander la destitution du président.

Un élément intéressant est toutefois ressorti des discussions, soit le manque de communication. «Ça fait longtemps qu'on travaille là-dessus, à essayer de développer de nouveaux moyens de communication pour rejoindre les gens», explique Jonathan Fortier.

Mais «ce n'est pas en demandant la destitution du président qu'on va régler le manque de communication», fait-il remarquer. Déjà, l'AGÉ a réussi à prendre entente avec l'université pour diffuser des messages sur le portail étudiant. «S'ils décident de ne pas les lire, on ne peut pas les forcer non plus», fait-il valoir. Jonathan Fortier reconnaît que l'AGÉUQTR a malgré tout encore du travail à faire pour se rendre encore plus visible auprès de ses membres, ce qui aurait peut-être pu éviter une situation de menace de destitution injustifiée comme ce fut le cas hier.

LE NOUVELLISTE : Le président de l'AGÉ menacé de destitution - Samedi 29 novembre 2008

Trahan, Brigitte
Trois-Rivières - Un petit groupe d'étudiants de l'UQTR apparemment mécontent de la performan-

ce du président de son association générale a convoqué une assemblée générale spéciale afin de

demandeur la destitution de ce dernier dès la semaine prochaine.



Selon les règlements de l'AGÉUQTR, des étudiants peuvent convoquer une assemblée spéciale s'ils réussissent à recueillir plus de 50 signatures. Or, une pétition a circulé au cours des derniers jours et une soixantaine de noms ont été amassés. L'attaché politique de l'AGÉUQTR, François Landry, a confirmé hier que le tout se déroule actuellement conformément aux règlements de l'association.

Dans un communiqué non signé envoyé hier aux médias régionaux, le groupe en question dit reprocher trois choses principales au président, Jonathan Fortier.

Selon eux, il aurait travaillé de sa propre initiative, sans consulter les instances, à la rédaction et à la promotion d'un document visant l'implantation du cours obligatoire UQTR 101 que doivent suivre désormais tous les nouveaux étudiants. Cette mesure, rappelons-le, a été instaurée par l'UQTR pour diminuer le taux de décrochage.

Le président de l'AGÉ rappelle qu'il a bel et bien été invité à faire partie du groupe de travail sur la

réussite étudiante formé par la commission des études de l'UQTR et précise qu'il a informé son conseil d'administration de l'évolution du document. "On a étudié ce qui se faisait ailleurs au Québec, au Canada", explique-t-il. "Le mandat de ce comité-là était d'identifier des pistes de solutions", ajoute-t-il.

À cause de la grève des professeurs, le document n'a été adopté qu'à la fin de la dernière session. L'AGÉ a tenu une consultation cet automne à ce sujet et un peu plus de 200 étudiants ont été présents.

Le petit groupe accuse aussi le président de l'AGÉ d'avoir été inactif dans la gestion du dossier des frais de scolarité qui touche les étudiants étrangers. Toutefois, Jonathan Fortier a pourtant bel et bien dénoncé activement cette situation dans les médias récemment. "J'ai été le premier au Québec à sortir publiquement là-dessus", rappelle-t-il.

Finalement, on reproche au président de préférer augmenter les cotisations au lieu de faire le ménage dans les finances de l'association et de

diminuer du même coup le nombre de représentants étudiants au sein de l'exécutif.

À ce chapitre, Jonathan Fortier explique que l'association "grossit d'année en année. Pour offrir de nouveaux services aux étudiants (comme le futur bureau académique), on se devait de poser une réflexion sur l'augmentation des cotisations", dit-il, qui n'avaient pas été haussées depuis au moins 10 ans. Cette hausse, qui fixe à 13 \$ le tarif pour tous les étudiants, a été approuvée par l'assemblée générale le 27 novembre.

L'assemblée spéciale se tiendra le 3 décembre à midi au local 2039 du pavillon Ringuet. Selon Jonathan Fortier, la personne qui est venue porter la demande d'assemblée spéciale ainsi que les signataires ne sont pas des personnes qui ont été vues dans l'entourage de l'AGÉ.

Jonathan Fortier, rappelons-le, avait joué un rôle très important pour dénouer l'impasse dans les négociations entre la direction de l'université et les professeurs en grève, l'an dernier.

LA TRIBUNE : UdeS: les 1600 étudiants auxiliaires se syndiquent – Mercredi 03 décembre 2008

Isabelle Pion, La Tribune

(SHERBROOKE) Une nouvelle instance syndicale vient de voir le jour à l'Université de Sherbrooke. Affilié à la FTQ, le syndicat regroupe les étudiants auxiliaires d'enseignement et de recherche de l'Université de Sherbrooke (SAREUS-AFPC), soit plus de 1600 étudiants salariés.

L'un des objectifs du syndicat est de combattre la précarité de ces employés. Une démarche d'ac-

créditation a débuté cet été sur le campus. Plusieurs institutions universitaires comptent déjà de telles instances syndicales représentant des étudiants salariés, dont l'Université de Montréal et l'Université McGill.

Un vote organisé par la Commission des relations de travail du Québec confirme que près de 90 % des étudiants auxiliaires sont en faveur de la reconnaissance de leur syndicat, affilié à l'Alliance

de la Fonction publique du Canada (AFPC-FTQ), soutient le président provisoire du syndicat, Julien Laflamme.

Au total, quelque 508 personnes ont fait valoir leur droit de vote.

LA PRESSE : L'ex-recteur de Concordia a touché 1,3 million après son départ – Lundi 1er décembre 2008

Violaine Ballivy, La Presse

L'ancien recteur de l'Université Concordia, Claude Lajeunesse, a touché 1,3 million de dollars après avoir quitté ses fonctions de façon précipitée en octobre dernier, trois ans avant la fin de son contrat.

L'Université Concordia a versé à M. Lajeunesse la totalité du salaire qu'il aurait perçu s'il avait accompli son mandat de cinq ans. Il aurait aussi touché une indemnité équivalant à une année de salaire parce que son contrat a été interrompu avant terme, révèlent des documents rendus publics cet automne par l'université, un an après les faits.

Ces sommes respectent le contrat signé entre l'établissement universitaire et M. Lajeunesse, mais elles soulèvent l'indignation du corps professoral. L'Université Concordia a déjà connu une meilleure santé financière: elle a déposé l'an dernier un budget déficitaire de quelque 11 millions de dollars. «La somme versée à M. Lajeunesse correspond à 10% de notre déficit. C'est sûr que cela a un impact sur le fonctionnement de l'université», dénonce Charles Drainin, président

de l'Association des professeurs de l'Université Concordia.

Raisons jamais éclaircies

Complètement inattendue, l'annonce du départ de Claude Lajeunesse avait créé une véritable commotion dans la communauté universitaire en octobre 2007. Les raisons de son départ n'ont jamais été éclaircies. L'Université Concordia s'était limitée à publier un communiqué de presse laconique dans lequel elle indiquait que le retrait de M. Lajeunesse avait été décidé «d'un commun accord» avec le conseil d'administration lors de rencontres à huis clos.

Le président du conseil, Peter Kruyt, avait aussi remercié M. Lajeunesse pour «son engagement et son leadership», dans une lettre ouverte où il soulignait plusieurs de ses réalisations sans relever aucune tache à son parcours.

L'administration de l'Université Concordia, qui s'est refusée à tout commentaire au cours des derniers jours, a répondu aux demandes d'entrevue de La Presse en lui envoyant le communiqué de presse de 2007.

Le même mutisme avait été observé en octobre 2007 par Claude Lajeunesse, qui avait alors refu-

sé toutes les demandes d'entrevues sur ce sujet. Il n'a pas davantage rappelé La Presse la semaine dernière.

C'est cette aura de mystère qui irrite le plus le syndicat des professeurs de Concordia.

«Peut-être qu'il y a des bonnes raisons pour expliquer le départ de M. Lajeunesse, mais on ne nous les a jamais fournies. Cette histoire a coûté cher à l'université, nous avons le droit de savoir ce qui s'est passé», dénonce M. Drainin.

Premier recteur francophone à la tête d'une université anglophone montréalaise, Claude Lajeunesse avait pris position publiquement à plusieurs reprises en faveur d'une hausse du financement des universités, dont il qualifiait la situation d'«intenable».

Il est maintenant directeur de l'Association des industries aérospatiales canadiennes. Il a aussi été recteur de l'Université Ryerson, à Toronto, pendant 10 ans, et a dirigé l'Association des universités et des collèges du Canada de 1988 à 1995. À l'Université Concordia, il a été remplacé cet automne par Judith Woodsworth, qui a fait du retour à l'équilibre budgétaire sa priorité.

Avec la collaboration de William Leclerc

Réflexions, idées

Les titres du Courrier international

les titres du 19 décembre 2008



CLARIN

La justice argentine ordonne la libération d'Alfredo Astiz

Une loi argentine stipule que les personnes inculpées ne peuvent pas être détenues pendant plus de deux ans avant leur procès. En vertu de ce texte, un tribunal argen-

tin a demandé, le 18 décembre, la remise en liberté d'Alfredo Astiz, inculpé notamment du meurtre de deux religieuses françaises en 1977, ainsi que celle de douze anciens officiers de marine soupçonnés de meurtres et violations des droits de l'homme sous la dictature (1976-1983). La présidente argentine Cristina Kirchner a jugé

cette décision "honteuse pour les Argentins, pour l'humanité et pour notre système judiciaire". La justice doit désormais fixer le montant de la caution des différents inculpés.



LE TEMPS

Le "cervau" du génocide rwandais échappe de la prison à vie

Théoneste Bagosora a été condamné, le 18 décembre, à la prison à vie par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). L'ex-colonel rwandais était jugé en Tanzanie pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. "Lourde de symbole, cette condamnation ne suffit pas à masquer les insuffisances du TPIR", relève le journal suisse. Lent dans ses travaux, le TPIR a échoué à prouver qu'il y avait eu en 1994 "conspiration en vue de commettre un génocide", c'est-à-dire planification des massacres.



HA'ARETZ

Le Hamas déclare la fin de la trêve avec Israël

La branche armée du Hamas, les Brigades Ezzedine Al-Qassam, a annoncé ce 19 décembre la fin de la trêve avec Israël. Tsahal s'est mise en état d'alerte le long de la frontière de la bande de Gaza mais, selon le quotidien israélien, elle aurait reçu l'ordre de ne pas attaquer. Le journal cite également des sources palestiniennes, selon lesquelles le Hamas jouerait son va-tout pour rester crédible en tant que mouvement de résistance, malgré le blocus imposé par Israël sur Gaza.



THE NEW YORK TIMES

Bill Clinton dévoile la liste de ses donateurs

Bill Clinton a dévoilé, le 18 décembre, la liste des 200 000 personnes ayant versé des fonds pour sa fondation. Il s'y était engagé lorsque sa femme Hillary avait été pressentie pour devenir la secrétaire d'Etat du futur gouvernement de Barack Obama, afin de lever tout soupçon de conflit d'intérêts. "Cette liste de donateurs donne un aperçu des sphères dans lesquelles Bill Clinton a transité depuis qu'il a quitté la Maison-Blanche", relève le quotidien new-yorkais. Des membres de gouvernements proche- et moyen-orientaux, des magnats canadiens, indiens ou ukrainiens sont, entre autres, cités.



PÚBLICO

La dernière statue de Franco disparaît de la péninsule Ibérique

La dernière statue équestre du dictateur Francisco Franco (1892-1975) encore installée sur un espace municipal espagnol a été retirée d'une place de Santander, le 18 décembre. Cette statue en bronze d'une hauteur de sept mètres était la dernière encore visible dans une commune de ce pays. Il reste une statue du Caudillo dans l'enclave espagnole de Melilla, au Maroc, que la municipalité s'est engagée à retirer. Le journal rappelle que Franco avait fait ériger plusieurs centaines de statues à son effigie.



I KATHIMERINI

La tension remonte d'un cran à Athènes

De nouveaux heurts entre jeunes et policiers ont éclaté le 18 décembre à Athènes, treize jours après la mort d'un adolescent abattu par la police. L'annonce qu'un étudiant a été blessé par balle au poignet dans la banlieue de la capitale "a attisé la colère", constate le quotidien grec dans son édition anglophone. Il n'est pas sûr, cependant, que le tir était d'origine policière. Parallèlement, une manifestation de 5 000 lycéens s'est déroulée dans un calme relatif dans le centre de la capitale.



THE MONITOR

Le rebelle ougandais Joseph Kony échappe à ses poursuivants

Le 14 décembre, l'Ouganda, la république démocratique du Congo (RDC) et l'armée du Sud-Soudan (Armée de libération populaire soudanaise, ou SPLA) ont lancé une offensive militaire conjointe pour débusquer Joseph Kony, chef de la rébellion ougandaise de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), réclamé par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité. Mais le camp du chef de guerre était vide à l'arrivée des troupes : Joseph Kony s'était volatilisé de son refuge dans le nord-est de la RDC. La traque continue, relate le quotidien ougandais.



IL SOLE-24 ORE

Le fondateur de Parmalat condamné à dix ans de prison

Calisto Tanzi, le fondateur du groupe alimentaire italien Parmalat, a été condamné, le 18 décembre, à dix ans de prison par un tribunal de Milan. Il était poursuivi pour manipulation des cours boursiers et entrave aux audits, après la faillite de son entreprise en 2003. Le krach de Parmalat - un énorme scandale à l'époque - avait laissé 14 milliards d'euros de dettes et englouti les économies de 135 000 petits épargnants. Sept autres inculpés ont été relaxés.



MAIL & GUARDIAN

Comment Mugabe obtient armes et munitions

Un nouveau rapport des Nations unies confirme que le dictateur zimbabwéen continue de recevoir des cargaisons d'armes pour défendre son pouvoir. Acheminées depuis la Chine, elles transitent entre autres par la république démocratique du Congo (RDC). Au mois d'août, alors que la répression faisait rage au Zimbabwe, plusieurs avions ont ainsi décollé de Kinshasa avec des armes à leur bord. Ils appartenaient à la compagnie congolaise EWA, présentée comme proche du président Joseph Kabila.



THE TIMES

Des rumeurs de corruption entachent la réputation du Nobel

"L'intégrité du prix Nobel est en cause", juge le journal anglais. En 2008, l'Allemand Harald zur Hausen a obtenu le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur le cancer du col de l'utérus. Problème : l'un des membres du jury de ce prix siège au directoire de l'entreprise pharmaceutique AstraZeneca, qui perçoit des redevances sur les deux vaccins disponibles contre la maladie. Par ailleurs, la justice suédoise enquête sur les voyages en Chine de plusieurs membres des comités Nobel, effectués aux frais de Pékin.

les titres du 18 décembre 2008



THE SUN

"Le Royaume-Uni quitte l'Irak la tête haute"

"Nos soldats seront rentrés d'Irak avant l'été", titre le tabloïd britannique. Il salue l'annonce faite par le Premier ministre travailliste le 18 décembre. En visite en Irak, Gordon Brown a déclaré que les troupes britanniques auront quitté le pays avant juillet 2009. Six ans après le début de la guerre, le Royaume-Uni compte 4 100 soldats déployés en Irak. Il a rempli sa mission, estime le quotidien : faire chuter le régime honni de Saddam Hussein et rétablir "paix et justice" dans la région de Bassorah (sud).



EL WATAN

L'OPEP annonce une baisse historique de sa production de pétrole

Avec une baisse historique de 2,2 millions de barils par jour de leur production de pétrole, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunis en sommet à Oran depuis le 16 décembre, espèrent stabiliser les marchés et freiner la chute des prix. Cette baisse de la production devrait être effective à partir du 1er janvier 2009. La Russie, pressentie pour entrer dans l'OPEP, a déçu en se cantonnant à un rôle d'observateur et en n'annonçant pas de baisse significative de sa production.



ZAMAN

Génocide arménien : une pétition sème la polémique en Turquie

"Ma conscience m'empêche de rester insensible et de dénier la Grande Catastrophe dont les Arméniens ont été victimes en 1915. Je condamne cette injustice et partage la douleur de mes frères arméniens. Je m'excuse auprès d'eux." Une pétition lancée par des intellectuels turcs circule depuis le 17 décembre sur Internet. Interrogé le 18 décembre, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, accuse cette campagne de "semer le trouble". En trois jours, 6 500 signatures auraient été recueillies.



THE NEW YORK TIMES

Un complot pour rétablir le parti Baas aurait été déjoué en Irak

Trente-cinq membres haut placés du ministère de l'Intérieur irakien ont été arrêtés ces trois derniers jours, révèle ce 18 décembre le quotidien new-yorkais. Ils sont accusés d'avoir voulu remettre sur pied le parti Baas de Saddam Hussein, dissous en 2003. On compte quatre généraux parmi les putschistes présumés. Ils ont été arrêtés par une force antiterroriste d'élite dépendant directement du Premier ministre Nouri Al-Maliki, précise le journal américain.



DAILY NATION

La lutte contre la piraterie se fera sur terre et sur mer en Somalie

Le Conseil de sécurité de l'ONU a annoncé le 16 décembre que les pays qui, au large de la Somalie, luttent contre les pirates pourront élargir leur action sur le territoire et dans l'espace aérien somaliens. De leur côté, les Etats-Unis font savoir qu'ils soutiendront l'ONU si celle-ci décide de déployer une force de maintien de la paix dans la zone. La piraterie coûte très cher aux victimes, entre rançons à verser aux pirates et primes d'assurance de plus en plus élevées, écrit le quotidien kényan.



EL UNIVERSAL

Le Guatemala lance une opération contre les narcotrafiants

"Plusieurs centaines de soldats et de policiers guatémaltèques ont été déployés le 16 décembre dans une zone frontalière avec le Mexique pour rechercher des armes et de la drogue", relate le quotidien mexicain. Des affrontements entre les narcotrafiants de ces deux pays ont entraîné la mort d'au moins 17 personnes le mois dernier. Le journal explique que les autorités mexicaines et guatémaltèques tentent de renforcer leur coopération contre les trafiquants de drogue.



LA LIBRE BELGIQUE

Le dossier Fortis pourrait faire chuter le Premier ministre belge

"Le malaise est grand" en Belgique. "Yves Leterme a-t-il dérapé ?" s'interroge en une le quotidien de Bruxelles. Une lettre a été publiée qui laisse entendre que le Premier ministre aurait fait pression sur les magistrats en charge du dossier Fortis. Le groupe de bancassurance a été démantelé en octobre alors qu'il était au bord de la faillite.

Les actionnaires accusent le gouvernement d'avoir agi dans la précipitation, sans les consulter. L'opposition réclame la démission d'Yves Leterme.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Face à la crise, les syndicats français restent silencieux

En ces temps de crise, les syndicats européens "brillent par leur tranquillité", s'étonne le quotidien américain publié à Paris. Les syndicats français, en particulier, "ne montrent pas le moindre petit signe d'union". La CGT a renoncé à organiser une manifestation nationale avant Noël. Au chômage technique dans plusieurs entreprises, les salariés courbent l'échine. "Une menace de grève ne pèse pas grand-chose quand votre direction ne vous donne pas de travail", déclare un salarié de Peugeot.



NEZAVISSIMAÏA GAZETA

Des bases américaines en Ouzbékistan et au Kazakhstan ?

D'après le chef d'état-major russe Nikolai Makarov, les Etats-Unis comptent installer des bases militaires en Ouzbékistan et au Kazakhstan, deux ex-républiques soviétiques d'Asie centrale. Malgré les démentis de Washington, des experts estiment qu'un tel projet s'inscrit dans le programme de Barack Obama, le nouveau président américain, rapporte le journal moscovite. Le président russe, Dmitri Medvedev, rencontrera son homologue ouzbek Islam Karimov en janvier et compte débattre de la question.



THE TELEGRAPH

Il y aura bientôt un logo indien sur les voitures de F1

"Le célèbre cheval cabré [emblème du constructeur italien Ferrari] va gagner un supplément de vie sur les circuits de Formule 1, grâce à l'accord de sponsoring que Tata vient de signer avec Ferrari", se réjouit le journal de Calcutta. Le 17 décembre, le groupe indien Tata et l'entreprise italienne, liés depuis 2005, ont annoncé un renforcement de leur partenariat. Dès 2009, le logo de Tata - qui produit par ailleurs la Nano, la voiture la moins chère du monde - figurera sur la carrosserie des F1 de Ferrari.

les titres du 17 décembre 2008



DIE WELT

Présidence de l'UE: le "Roi-Soleil", satisfait de lui, tire sa révérence

Le 16 décembre, Nicolas Sarkozy a présenté devant le Parlement européen le bilan de la présidence française. Un petit drapeau français à la main, le chef de l'Etat "n'était visiblement pas mécontent de son mandat à la tête de la

Commission européenne", constate le quotidien berlinois. Lequel ne lui donne pas tort. "Sur la durée, l'Europe n'a nul besoin d'un Roi-Soleil qui agit de façon aussi énergique et impulsive que Sarkozy. Mais, en ces temps de crise, de



la guerre de Géorgie à la tourmente boursière, il était la bonne personne au bon endroit."



THE WALL STREET JOURNAL EUROPE **La Réserve fédérale américaine joue le tout pour le tout**

Le 16 décembre, la Réserve fédérale américaine (Fed) a ramené son taux directeur entre 0 et 0,25 %. Jamais il n'avait été aussi bas, souligne le grand quotidien financier américain (édition européenne). Cette baisse est supérieure à ce qu'escomptaient les économistes. "Elle est le dernier signal en date que la Fed est prête à prendre des mesures énergiques pour relancer l'économie", relève le journal. Chute du cours du pétrole et effondrement du marché immobilier ont relégué au second plan la peur de l'inflation.



LA REPUBBLICA **La justice italienne décapite à nouveau Cosa Nostra**

Alors même que la mafia sicilienne, Cosa Nostra, était en train de se réorganiser autour de nouveaux chefs, trente-deux mois après avoir perdu l'un de ses parrains, la justice italienne a annoncé qu'elle avait procédé à l'arrestation de 89 personnes, le 16 décembre, dans la province de Palerme. L'opération policière "Persée", qui a mobilisé plus de 1 200 gendarmes, a pu aboutir après neuf mois d'enquête ; elle a en outre révélé que deux candidats de droite aux dernières élections régionales soutenaient la mafia locale.



ELEFTHEROS TYPOS **Le Premier ministre grec fait son mea culpa**

"Des problèmes trop longtemps restés sans solution déçoivent les jeunes gens : le manque de méritocratie, la corruption au quotidien, un sentiment d'injustice sociale." Intervenant le 16 décembre devant son groupe parlementaire, le Premier ministre grec, Costas Caramanlis (conservateur), a tenté de reprendre la main après les critiques dont il a été la cible ces dernières semaines. Sur le terrain, le retour au calme n'est que partiel. Une centai-

ne de jeunes ont attaqué mardi un poste de police à Athènes.



O ESTADO DE SÃO PAULO **Cuba rejoint le Groupe de Rio**

Cuba est devenue, le 16 décembre, le 23e membre du forum latino-américain connu sous le nom de Groupe de Rio. Cette décision a été prise lors du sommet organisé à Costa do Sauipe, dans le nord-est du Brésil, auquel participent une trentaine de dirigeants de pays d'Amérique latine et des Caraïbes. C'est la première fois que Raúl Castro participe à une réunion de ce type en tant que chef de l'Etat cubain. Le Groupe de Rio a demandé la levée de l'embargo américain qui frappe l'île depuis 1962.



THE AUSTRALIAN **Les industriels australiens dénoncent le plan antipollution du gouvernement**

Un an après son arrivée au pouvoir, le Premier ministre australien, Kevin Rudd (travailleuse), a dévoilé en début de semaine son plan de lutte contre le réchauffement climatique. L'Australie s'engage à réduire ses émissions de CO2 de 5 % entre 2000 et 2020. Ce plan "modeste" suscite "la révolte des industriels", surtout dans les secteurs du ciment, de l'aluminium et des mines, constate ce 17 décembre le quotidien de Sydney. Ils jugent insuffisants les quotas d'émission de CO2 qui leur sont accordés.



THE NEW AGE **Le président bangladais lève l'état d'urgence**

Depuis ce mercredi 17 décembre à minuit, le Bangladesh ne vit plus sous l'état d'urgence. Pour la première fois depuis le 11 janvier 2007, les droits fondamentaux ont été rétablis. Le président Iajuddin Ahmed veut faciliter la tenue d'élections législatives le 29 décembre, censées ramener la démocratie dans le pays. L'éditorialiste du quotidien de Dacca salue cette décision, lui qui, depuis deux ans, dénonçait l'arbitraire de l'état d'urgence imposé au pays.



THE GLOBE AND MAIL **Le mystère s'épaissit autour du rapt de deux Canadiens au Niger**

La disparition, le 15 décembre, de deux diplomates canadiens en mission pour l'ONU et de leur chauffeur reste un mystère. Un groupe de rebelles touaregs a revendiqué leur enlèvement, survenu à 45 kilomètres de Niamey, la capitale du Niger, mais s'est ensuite rétracté. Ni le mode opératoire ni le lieu, loin des zones désertiques où les Touaregs vivent, ne laissent penser que les rebelles sont responsables du rapt. Reste l'acte crapuleux, mais les effets personnels des deux Canadiens ont été retrouvés avec leur voiture.



JERUSALEM POST **Vingt-cinq Russes meurent dans un accident de la route en Israël**

L'événement fait la une du quotidien de Jérusalem, qui annonce "le pire accident routier survenu en Israël". Le 16 décembre, un car transportant des ressortissants russes est tombé dans un ravin du désert, non loin de la frontière égyptienne. Les victimes, des agents touristiques, venaient étudier les possibilités d'accueil de la station balnéaire d'Eilat, sur la mer Rouge. Le chauffeur aurait pris des risques inconsidérés pour doubler un autre bus.



THE INDEPENDENT **Au Royaume-Uni, la guerre des gangs fait l'actualité judiciaire**

"Vous n'êtes pas des soldats. Vous n'avez ni discipline ni entraînement ni honneur. Vous êtes des criminels égoïstes et minables." Le quotidien londonien reproduit en une les propos du juge Irwin. Le 16 décembre, Sean Mercer, 18 ans, a été condamné à une peine de sûreté de vingt-deux ans pour le meurtre de Rhys Jones. Cet écolier de 11 ans avait été tué par une balle perdue en 2007, dans un quartier de Liverpool où les batailles de gangs sont fréquentes. L'affaire a suscité un vif débat au Royaume-Uni.

les titres du 16 décembre 2008



FRANKFURTER RUNDSCHAU **La Bavière mène la chasse aux nazis**

La police allemande continue de rechercher les néonazis qui ont commis, le 13 décembre, une tentative de meurtre contre le chef de la police de Passau (Bavière). Le 15 décembre, deux suspects ont été relâchés. La victime, Alois Mannich, réputée pour son engagement contre les militants d'extrême droite, a été incapable de les identifier formellement. Cette tentative d'assassinat relance outre-Rhin le débat sur l'interdiction du parti néonazi NPD. "Mettez les terroristes hors d'état de nuire !", intime l'éditorialiste du quotidien.



AZ-ZAMAN **Le lanceur de chaussures devient un héros en Irak**

Des milliers d'Irakiens sont descendus dans la rue, le 15 décembre, pour demander la libération de Muntadar Al-Zaidi. Le journaliste, arrêté après avoir lancé ses chaussures à la tête de George W. Bush le 14 décembre, risque deux ans de prison et 200 dinars d'amende, relate le quotidien de Bagdad. Il fait l'objet d'une enquête : les autorités le soupçonnent d'avoir eu des motivations politiques ou financières. Le gouvernement demande des excuses publiques à son employeur, la chaîne de télévision Al-Bagdadiya.



THE NEW VISION **Opération militaire conjointe contre les rebelles ougandais**

Les rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), connus pour les atrocités qu'ils commettent depuis des années, ont été l'objet d'une attaque aérienne de grande ampleur le 14 décembre. Cinq de leurs camps situés au nord de la république démocratique du Congo (RDC) ont été pilonnés par des forces militaires conjointes ougandaises, congolaises et soudanaises. Ces attaques mettent fin aux efforts entrepris par le gouvernement ougandais pour conclure un accord de paix avec Joseph Kony, le leader de la LRA.



FINANCIAL TIMES **Berlin met l'emploi au cœur de son nouveau plan de relance**

La chancelière Angela Merkel, le ministre des Finances Peer Steinbrück et le patron de la Bundesbank Axel Weber seraient tombés d'accord sur un nouveau paquet de mesures pour soutenir l'économie allemande, écrit le quotidien anglais. Ce nouveau plan de relance, qui devrait être dévoilé en janvier, met à contribution les entreprises : elles devront s'engager à ne pas licencier pour bénéficier de l'aide de l'Etat. Berlin pourrait investir jusqu'à 10 milliards d'euros dans les infrastructures du pays.



LE SOIR **Fortis : l'Etat belge choisit l'affrontement**

Le Premier ministre de Belgique, Yves Leterme, a annoncé le 15 décembre sa décision de se pourvoir en cassation. "Il répond coup pour coup à l'arrêt de la cour d'appel de Bruxelles", écrit le quotidien. Le 12 décembre, celle-ci a suspendu la vente de la partie belge du groupe financier Fortis à la banque française BNP Paribas. Elle a sommé Bruxelles d'attendre février et un vote des actionnaires pour mener une quelconque transaction. Le choix de l'affrontement est un "mauvais signal", juge le journal, partisan d'une négociation.



ABC COLOR **Les propriétaires terriens paraguayens protestent contre l'insécurité**

"Plus de 50 000 producteurs agricoles ont participé le 15 décembre à une première journée de manifestation. Ils réclament le droit de pouvoir travailler en toute sécurité", explique le quotidien. Ils dénoncent de nombreux attentats perpétrés ces dernières semaines contre leurs machines ou leurs propriétés par des paysans sans terre. Au pouvoir depuis quatre mois, le président paraguayen Fernando Lugo a promis une réforme agraire qui suscite une vive inquiétude parmi les grands propriétaires.



GAZETA **Une bande de skinheads russes écope de six à vingt ans de prison**

Le verdict est tombé le 15 décembre, au terme d'un procès retentissant. Sept skinheads russes, âgés de 19 à 20 ans, étaient jugés pour les meurtres de 20 personnes et 12 tentatives d'assassinats. Ils ont été condamnés à des peines de prison allant de six à vingt ans. Les deux chefs de la bande, Arthur Ryno et Pavel Skatchevski, ont

écopé chacun de dix ans, la peine maximale pour les mineurs qu'ils étaient au moment des faits, entre août 2006 et octobre 2007.



CHINA DAILY **La Chine se réjouit d'avoir Taiwan à portée d'avion**

"C'est historique : des avions, des navires et des services postaux relient désormais la Chine et Taiwan", titre le quotidien anglophone de Pékin, vitrine officielle du régime à l'étranger. Le 15 décembre, pour la première fois depuis 1949, des liaisons directes quotidiennes ont été établies entre le continent et l'île séparatiste. Le journal se félicite de l'arrivée au pouvoir à Taïpei, en mai, du président Ma Ying-jeou, artisan d'un rapprochement avec Pékin.



LE QUOTIDIEN D'ORAN **Oran accueille le 151e sommet de l'OPEP**

De nombreuses personnalités sont arrivées à Oran (ouest de l'Algérie) à l'occasion du 151e sommet de l'OPEP, qui doit commencer ses travaux le 17 décembre. Cette rencontre des pays producteurs de pétrole survient sur fond de chute vertigineuse des cours ces dernières semaines, constate le quotidien local. Selon l'actuel président de l'OPEP, Chakib Khalil, ministre de l'Energie et des Mines algérien, tout le monde serait d'accord pour réduire la production. Reste à fixer le volume de cette réduction.



THE NEW YORK TIMES **Caroline Kennedy reprend le flambeau**

Caroline Kennedy a décidé de se confronter au verdict des urnes. La fille du président assassiné John Fitzgerald Kennedy s'est dite candidate à la succession de Hillary Clinton au poste de sénatrice de l'Etat de New York. Le gouverneur de New York, David Paterson, doit désigner en janvier une remplaçante à Hillary Clinton, nommée secrétaire d'Etat, avant qu'une élection ne soit organisée, en 2010. Mais un nom célèbre et un carnet d'adresses bien fourni suffiront-ils ? Elle n'a guère occupé de fonction publique.

les titres du 15 décembre 2008



AL-QUDS AL-ARABI

L'Irak dit adieu à Bush avec une chaussure

Dimanche 14 décembre, le président des Etats-Unis a effectué une visite surprise en Irak, la quatrième depuis qu'il est au pouvoir. Bush et le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki ont signé symboliquement l'accord de sécurité qui fixe le cadre du retrait des troupes américaines d'Irak d'ici à la fin 2011. Le président américain a certes reconnu que la guerre n'était pas finie, mais a estimé la victoire proche. Lors de la conférence de presse organisée à la fin de cette visite, un correspondant de la chaîne arabe Al-Bagdadiya s'est levé en criant : "C'est le baiser de l'adieu, espèce de chien !", et a jeté ses deux chaussures en direction du président Bush.



THE INDEPENDENT

Londres renonce à soutenir le cours de la livre

"La livre est abandonnée à son sort", titre le quotidien. Le gouvernement britannique a annoncé ce week-end que défendre le cours de la livre n'était pas "une priorité", alors que le pays s'enfonce dans la récession. Au cours des derniers jours, la devise a perdu de sa valeur. Elle n'est plus loin de la parité avec l'euro, ce qui constituerait du jamais-vu depuis la création de la monnaie unique. La chute de la livre frappe durement les voyagistes et les Britanniques qui vivent sur le continent.



LA VANGUARDIA

La banque Santander lourdement touchée par l'affaire Madoff

Première banque espagnole, Santander a annoncé le 14 décembre que les clients de son fonds spéculatif Optimal étaient exposés à hauteur de 2,33 milliards d'euros à la fraude présumée du courtier américain Bernard Madoff. Cette fraude aurait en Espagne un impact supérieur à la faillite de la grande banque d'affaires Lehman Brothers. Madoff est accusé d'avoir monté une gigantesque fraude pyramidale de 50 milliards de dollars, dont seraient victimes d'importants gestionnaires de fonds en Europe.



KOMMERSANT

160 manifestants de l'opposition ont été arrêtés en Russie

Les "marches des mécontents" lancées par la coalition d'opposition L'Autre Russie, le 14 décembre, à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement (1825) des décembristes [ou décabristes], ont donné lieu à des vagues d'arrestations. A Moscou, le cortège n'a pu démarrer. La police a arrêté de nombreuses personnes, y compris des journalistes, relate le quotidien moscovite. D'autres arrestations ont également eu lieu à Saint-Petersbourg, où la manifestation avait pourtant été autorisée.



THE TELEGRAPH

Le Pakistan accuse l'Inde de violer son espace aérien

A deux reprises, le 13 décembre, l'armée de l'air pakistanaise est intervenue pour forcer un avion indien à rebrousser chemin alors qu'il survolait le territoire pakistanaise. "Le Pakistan suspecte l'Inde de vouloir tester son système de défense, New Delhi dément", titre le journal de Calcutta. Les relations entre les deux pays sont tendues depuis les attentats de Bombay, qui ont fait 163 morts fin novembre. En visite dans la région, le Premier ministre britannique Gordon Brown a prôné le dialogue et l'apaisement.



BANGKOK POST

La Thaïlande a un nouveau Premier ministre

Les députés thaïlandais, réunis en session extraordinaire, ont élu le 15 décembre Abhisit Vejjajiva au poste de Premier ministre. Le chef de l'opposition démocrate, âgé de 44 ans, a été désigné par 235 voix sur 451. A l'annonce de son élection, des militants favorables au Parti du pouvoir du peuple (PPP) ont manifesté autour du Parlement. Le PPP était au pouvoir depuis 2001. Il a été dissous le 2 décembre par la Cour constitutionnelle, après plusieurs mois de manifestations de l'opposition.



LE POTENTIEL

Le Premier ministre somalien a été limogé

Alors que l'opposition islamiste continue de gagner du terrain, le président somalien Abdullahi Yusuf Ahmed a annoncé, le 14 décembre, le limogeage du gouvernement, rapporte le quotidien de Kinshasa (RDC). Le Premier ministre Nur Hassan Hussein a immédiatement contesté cette décision. Pour Yusuf Ahmed, le gouvernement a été

incapable de remplir sa tâche. Un nouveau gouvernement sera formé dans les jours qui viennent, a-t-il annoncé depuis Baïdoa, ville située dans le sud-ouest du pays, où siège le Parlement de transition.



GANDUL

Les ennemis d'hier scellent un "Partenariat pour la Roumanie"

Deux semaines après les élections, le Parti démocrate-libéral (PDL) et le Parti social-démocrate (PSD) roumains ont formé le 14 décembre un gouvernement de coalition. Alors qu'ils ferraillaient depuis les années 1990 dans l'opposition, les deux partis ont décidé de s'unir pour sortir la Roumanie de la crise économique. L'éditorialiste du journal de Bucarest qualifie ce "Partenariat pour la Roumanie" de "non-sens". Pour lui, cette alliance contre nature assouvit avant tout "une faim de pouvoir".



THE CITIZEN

Le CoPe, nouveau parti sud-africain, est lancé en fanfare

Créé il y a deux mois, le Congrès du peuple (CoPe), dissident du Congrès national africain (ANC, au pouvoir), a été officiellement lancé le 14 décembre devant 3 500 délégués rassemblés à Bloemfontein (centre). Dans son discours d'ouverture, Mosiuoa Lekota a promis de mieux servir les Sud-Africains que ne l'a fait l'ANC depuis la fin de l'apartheid (1994). Il a regretté que l'ANC se fasse menaçant vis-à-vis de ceux qui quittent ses rangs, surtout les fonctionnaires qui risquent d'être licenciés.



EL MUNDO

Le Venezuela accueille le président cubain Raúl Castro

Le président cubain Raúl Castro a entamé le 13 décembre au Venezuela, son principal allié économique et politique, sa première visite officielle en tant que chef d'Etat depuis qu'il a pris la succession, en juillet 2006, de son frère Fidel. Selon le quotidien, cette visite doit permettre le lancement de 311 projets entre les deux pays. Raúl Castro a notamment assisté à une réunion de l'alliance régionale Petrocaribe, qui permet à des pays de la Caraïbe de bénéficier du pétrole vénézuélien à des conditions avantageuses.

les titres du 12 décembre 2008



THE DETROIT NEWS

Le Sénat américain refuse d'aider les constructeurs automobiles

"Les membres du Congrès ont cédé aux chamailleries partisans et aux calculs politiques plutôt que de mettre en œuvre une politique publique convenable." Le quotidien édité à Detroit, la capitale américaine de l'automobile, déplore le rejet par le Sénat, le 11 décembre, du plan d'aide à l'automobile. C'est une perte "pour tout le monde", souligne-t-il. Sans les 14 milliards de dollars d'aide espérés, "General Motors va se trouver à court de liquidités dans quelques semaines, et Chrysler ne va guère mieux".



ZAMAN

Un attentat suicide fait cinquante morts dans le Kurdistan irakien

Au moins cinquante personnes ont été tuées et près de cent blessées, le 11 décembre, dans un attentat perpétré non loin de la ville de Kirkouk, à 225 kilomètres au nord de Bagdad. Une bombe a explosé dans un restaurant kurde très fréquenté, au dernier jour de la fête musulmane d'Al-Adha, rapporte le quotidien turc dans sa version anglophone. L'établissement accueillait plusieurs membres du gouvernement local, des femmes et des enfants, précise le journal. C'est l'attaque la plus meurtrière perpétrée en Irak depuis juin.



LA LIBRE BELGIQUE

Les enquêteurs remontent la filière belge d'Al-Qaïda

Le 11 décembre, la police belge a annoncé avoir mené seize perquisitions dans la région bruxelloise et une à Liège. Quatorze personnes ont été arrêtées, "soupçonnées d'avoir pris part aux activités d'un groupe terroriste", indique le parquet fédéral. Le groupe, qui serait lié à Al-Qaïda, inclurait quatre Belges de retour d'entraînement dans "la région pakistano-afghane". L'un d'entre eux "était susceptible de commettre un attentat suicide", même si la cible visée n'est pour l'instant pas déterminée.



PUBLICO

Guantanamo : les ONG saluent la position du Portugal

Les organisations de défense de droits de l'homme, dont Amnesty International et Human Rights Watch, ont salué le 11 décembre la proposition du Portugal d'accueillir des détenus de Guantanamo. Elles demandent aux autres pays européens de faire de même", écrit en une le quotidien lisboète. Le ministre des Affaires étrangères, Luis Amado, avait annoncé la veille que son pays était prêt à accueillir des détenus indésirables dans leur pays d'origine, pour hâter la fermeture de la prison américaine à Cuba.



THE STAR

Mugabe : "L'épidémie de choléra est sous contrôle au Zimbabwe"

Selon les derniers chiffres fournis par l'ONU, le choléra aurait tué 777 personnes au Zimbabwe, et 16 000 autres pourraient avoir contracté la maladie. "Et pourtant, Robert Mugabe insiste..." titre le quotidien sud-africain. Le 11 décembre, le despote zimbabwéen s'est exprimé à la télévision nationale, pour assurer que l'épidémie de choléra était endiguée. Il accuse les puissances occidentales d'utiliser l'argument sanitaire pour justifier une intervention militaire dans son pays et le renverser.



DAILY NATION

Le pouvoir kényan veut mettre les médias au pas

"Ne signez pas cette loi, monsieur le Président." Le quotidien de Nairobi fait campagne contre une loi tout juste adoptée par le Parlement kényan, que le président Mwai Kibaki doit maintenant entériner. Le texte donne au ministère de la Sécurité intérieure la possibilité d'investir et de perquisitionner les locaux des médias, voire de détruire du matériel pour empêcher qu'une information soit divulguée, explique le journal. En mai 2007, une précédente tentative pour contrôler les médias avait échoué.



THE GUARDIAN

Londres et Berlin bloquent la force européenne en RDC

Lors du Conseil européen de Bruxelles, le 11 décembre, les gouvernements britannique et allemand ont rejeté toute participation à une éventuelle force d'intervention en république démocratique du Congo. L'une des options présentées prévoyait le déploiement de 1 500 soldats des

deux pays autour de Goma et dans le Nord-Kivu, pour une mission humanitaire. Le chef de la diplomatie britannique, David Miliband, a expliqué qu'il préférerait que soit renforcée la force des Nations unies sur place.



ASAHI SHIMBUN

Pour attirer les pétrodollars, le Japon s'intéresse à la finance islamique

Peu à peu, le Japon aplanit les obstacles pour développer la finance islamique sur son sol, constate le quotidien tokyoite. Sur fonds de crise mondiale, l'objectif est d'attirer les pétrodollars et de développer le marché des actions en Asie. Depuis début décembre, les filiales bancaires sont autorisées à monter des opérations conformes aux principes de la finance islamique, comme la prohibition des intérêts et de la spéculation ou l'interdiction d'investir dans le jeu ou l'alcool.



LE MESSAGEUR

La police camerounaise arrête des manifestants anticorruption

Deux blessés graves, dix personnes arrêtées. Le 10 décembre, à Yaoundé, la police a violemment dispersé une manifestation de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (ACDIC) contre la corruption au sein du ministère de l'Agriculture camerounais. "Le gouvernement mate une manif contre les détournements", titre le quotidien de Douala. Bernard Njonga, président de l'ACDIC, fait partie des personnes interpellées. Toutes ont été relâchées après avoir été inculpées de troubles à l'ordre public.



BILD

Le chauffage et l'essence moins chers pour les Allemands

"En dépit de la crise, quelques bonnes nouvelles : le prix de l'énergie baisse", titre le quotidien populaire allemand. Il annonce une prochaine baisse des prix pour les 20 millions d'abonnés au gaz allemands, promise par les dirigeants d'E.ON et Gazprom. Autre bonne nouvelle : le litre d'essence coûte désormais moins de 1 euro dans certaines stations-service du pays. Le diesel, en particulier, a perdu 7 centimes au cours de la semaine : depuis deux ans il n'avait jamais été aussi bon marché.



les titres du 11 décembre 2008



DIE PRESSE

"L'Europe sauve son climat, le reste du monde regarde"

"Sans le soutien de Pékin & Co, l'Europe ne sauvera rien." Le quotidien de Vienne est sceptique, alors que s'ouvre ce jeudi 11 décembre un sommet à Bruxelles sur la lutte contre le réchauffement climatique. Les Vingt-Sept se sont entendus pour réduire leurs émissions de CO2 de 20 % d'ici à 2020, mais se divisent sur les moyens d'y parvenir. "L'Europe n'a pas encore prouvé qu'elle pouvait lier croissance et protection du climat", commente par ailleurs le journal.



TO ETHNOS

Emeutes en Grèce : un policier inculpé d'homicide volontaire

Epaminondas Korkonéas a été inculpé pour homicide volontaire le 10 décembre à Athènes. Le 6 décembre, lors d'un accrochage dans le centre de la capitale grecque, il avait abattu un adolescent. La mort d'Alexis Grigoropoulos a déclenché une vague d'émeutes dans tout le pays. Le quotidien populaire accuse le policier de "jeter de l'huile sur le feu" : dans sa déposition, il ne présente pas d'excuses et tente de salir la réputation de sa victime, à laquelle il attribue "des comportements déviants".



DAILY GRAPHIC

Un deuxième tour d'élection présidentielle aura lieu au Ghana

Le 28 décembre, les Ghanéens retourneront aux urnes pour départager les deux candidats arrivés en tête du premier tour de la présidentielle du 7 décembre. Nana Akufo-Addo, du Nouveau Parti patriotique (NPP, au pouvoir), avec 49,13 % des suffrages, n'a pas obtenu la majorité absolue. Il sera opposé à John Atta-Mills, du Congrès démocratique national (NDC, principal parti d'opposition), qui a recueilli 47,92 % des voix. Pour tous les observateurs africains, le Ghana fait figure de modèle démocratique.



THE DETROIT NEWS

Les députés américains veulent aider le secteur automobile

Le 10 décembre, par 237 voix contre 170, la Chambre des représentants américaine a adopté un plan d'aide de 14 milliards de dollars à l'industrie automobile. Le quotidien de Detroit, la ville qui abrite le siège des Big Three (General Motors, Chrysler et Ford), s'abstient de tout triomphalisme. Le texte doit maintenant passer devant le Sénat, où la majorité démocrate est des plus fragiles. L'éditorialiste du journal pose les enjeux pour la ville : "Donner une chance aux Big Three de survivre."



FINANCIAL TIMES

Berlin dénigre le plan de relance britannique

"Voir le Royaume-Uni revenir après plusieurs décennies à un keynésianisme grossier est sidérant." Le quotidien financier londonien a eu vent d'un entretien accordé par le ministre des Finances allemand au magazine américain *Newsweek*. Peer Steinbrück y critique le plan de relance de 24 milliards d'euros concocté par Gordon Brown pour sortir le Royaume-Uni de la crise. Ces déclarations surviennent alors que les Vingt-Sept, réunis ce 11 décembre à Bruxelles, doivent peaufiner le plan de relance européen.



CORRIERE DELLA SERA

L'Italie confirme qu'elle est entrée en récession

Selon le rapport trimestriel de l'Institut national de statistique (ISTAT), publié le 10 décembre, le produit intérieur brut (PIB) italien a reculé de 0,5 % au troisième trimestre 2008. Le recul est de 0,9 % par rapport à la même période en 2007. L'Italie est bien entrée en récession. Au troisième trimestre, la production industrielle a chuté de 6,7 %. La consommation des ménages a légèrement progressé, de 0,1 %. Ce sont les résultats les plus mauvais depuis 1993, souligne le quotidien milanais.



HA'ARETZ

Les Etats-Unis prêts à assurer la défense d'Israël contre l'Iran

Selon le quotidien israélien, le président américain Barack Obama serait prêt à garantir à Israël un "parapluie atomique" pour faire face à la menace iranienne d'une attaque nucléaire. D'après une source anonyme proche de la nouvelle administration, les Etats-Unis seraient prêts à

déclarer que, si l'Iran attaque Israël, Téhéran subira une riposte nucléaire dévastatrice de la part des Etats-Unis.



ASIA TIMES ONLINE

Le Kazakhstan envisage d'envoyer des troupes en Afghanistan

Pour la première fois depuis la première guerre d'Afghanistan, dans les années 1980, des soldats d'Asie centrale pourraient être déployés dans le pays. Selon le webzine de Hong Kong, le Kazakhstan réfléchit sérieusement à envoyer une force de maintien de la paix en Afghanistan. Londres et Washington font pression depuis des mois dans ce sens, mais Astana doit affronter l'opposition des vétérans de la guerre d'Afghanistan. La tâche des soldats dépêchés pourrait se limiter à des missions médicales ou de commandement.



O ESTADO DE SÃO PAULO

La justice brésilienne vient au secours d'une réserve indienne

Huit des onze membres de la Cour suprême brésilienne ont voté, le 10 décembre, en faveur du maintien de l'intégrité territoriale de la réserve Raposa Serra do Sol, située dans l'Etat de Roraima, en pleine Amazonie. Les autorités régionales souhaitaient que cette zone, dans laquelle vivent environ 20 000 Indiens, soit "partagée en plusieurs territoires". La victoire juridique des Indiens n'est pas encore définitivement acquise, la procédure n'étant pas achevée.



DIE TAGESZEITUNG

L'Allemagne part à la chasse aux pirates

"Permis de tirer !" titre le quotidien berlinois. Le 10 décembre, l'Allemagne a annoncé son intention de dépêcher 1 400 soldats au large de la Somalie, en soutien de l'opération européenne Atalante. Ils protégeront les bateaux qui croisent dans la zone d'attaque des pirates. En éditorial, le journal prédit un coup pour rien : les mers à quadriller sont si vastes que quelques bateaux ne suffiront pas à assurer cette tâche. Pour venir à bout de la piraterie, il faudrait d'abord sortir la Somalie de la guerre civile.

les titres du 10 décembre 2008



CHICAGO TRIBUNE

Le gouverneur de l'Illinois arrêté par le FBI

Rod Blagojevich a été arrêté le 9 décembre par la police fédérale américaine. Le gouverneur démocrate de l'Illinois, l'Etat dont Barack Obama était sénateur avant son élection à la présidence, est soupçonné de corruption. Des écoutes téléphoniques ont montré qu'il tentait de monnayer le siège laissé vacant par le nouveau président. Son directeur de cabinet, John Harris, a également été arrêté. Encore un cas qui illustre à quel point la corruption est ancrée dans les mœurs à Chicago, déplore le quotidien local. Le républicain George Ryan, prédécesseur de Blagojevich, est en prison pour corruption. Barack Obama ne devrait pas être inquiété dans ce nouveau scandale.



CHINA DAILY

La grippe aviaire fait son retour à Hong Kong

Pour la première fois depuis six ans, 100 000 poulets doivent être abattus à Hong Kong, après la découverte de cas de grippe aviaire dans deux élevages. Le gouvernement a annoncé le 9 décembre un embargo de vingt et un jours sur le commerce des poulets hongkongais et l'importation de volailles chinoises. "Ce retour de la grippe aviaire laisse craindre que le virus ait pu muter, mais le gouvernement hongkongais n'a pas encore déterminé d'où venait la contagion", précise le quotidien anglophone de Pékin.



THE INDIAN EXPRESS

Le Pakistan refuse de livrer des suspects terroristes à l'Inde

La police indienne a dévoilé le 9 décembre l'identité des dix membres du commando abattus après avoir perpétré les attentats de Bombay, fin novembre. La nouvelle d'un coup de filet antiterroriste au Pakistan fait grand bruit. Depuis le 6 décembre, Islamabad aurait arrêté 16 personnes, dont Zaki-ur-Rehman Lakhvi, l'un des cerveaux présumés des attaques. Maulana Masood Azhar, chef du mouvement islamiste Jaish-e-Mohammad, aurait aussi été arrêté. Le Pakistan a toutefois annoncé qu'il refusait de les extraditer.



LA REPUBBLICA

Un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont le siège est à Rome, a rendu public, le 9 décembre, son rapport annuel sur "l'insécurité alimentaire". Elle annonce que 963 millions de personnes dans le monde ont été menacées par la famine en 2008, soit 40 millions de plus qu'en 2007. Les prévisions pour l'année à venir sont encore plus alarmistes, la FAO mettant en cause la crise économique actuelle, qui touche les plus pauvres, souligne le quotidien romain.



LE POTENTIEL

Cacophonie européenne à propos de l'envoi de troupes en RDC

Une réunion des pays membres de l'Union européenne (UE), qui s'est tenue à Bruxelles le 8 décembre au sujet de l'envoi d'une force européenne de 2 500 à 3 000 hommes en république démocratique du Congo (RDC), n'a rien donné de concret. Les pays européens sont en effet divisés entre "le devoir moral d'éviter une catastrophe humanitaire" et les intérêts économiques de certains d'entre eux, décrypte le quotidien de Kinshasa. De nombreuses ONG dénoncent l'attentisme européen.



LA NACION

Découverte de restes de victimes de la dictature argentine

"Environ 10 000 fragments de restes humains brûlés et un poteau d'exécution criblé de plus de 200 impacts de balles ont été découverts dans les environs de la ville de La Plata", rapporte le quotidien. "C'est la première fois que l'on découvre des restes dans un centre de détention clandestin" utilisé sous la dictature (1976-1983). De nombreuses personnes avaient déclaré avoir été détenues et torturées dans ce centre connu sous le nom de Pozo de Arana. La justice tente de déterminer le nombre de victimes et de les identifier.



THE DAILY STAR

En Egypte, la poignée de main qui fâche

Mohamed Sayed Tantawi, le cheikh de la mosquée Al-Azhar, enfonce le clou. En novembre, le religieux le plus

haut placé d'Egypte avait déjà été photographié à New York en train de serrer la main du Premier ministre israélien, Shimon Peres. Dans une interview accordée vendredi à un journal qatarien, il annonce que les dirigeants israéliens seront les bienvenus en Egypte pour discuter du processus de paix israélo-palestinien. Ces propos suscitent une levée de boucliers en Egypte. Des appels à sa démission se font entendre.



EL TIEMPO

Un ex-combattant des FARC commence une nouvelle vie à Paris

Wilson Bueno Largo, alias Isaza, et sa compagne, sont attendus ce mercredi 10 décembre en France. Ils voyagent dans le même avion qu'Ingrid Betancourt, qui vient d'achever une tournée dans huit pays latino-américains pour demander la libération des otages en Colombie. Isaza avait permis la fuite d'un des otages politiques de la guérilla des FARC. Le gouvernement colombien cherche à encourager les désertions et compte sur le soutien de la France, qui a proposé d'accueillir d'anciens membres des FARC.



TRIBUNE DE GENÈVE

La droite populiste suisse va-t-elle revenir aux affaires ?

Ce mercredi 10 décembre dans la matinée, députés et sénateurs helvétiques doivent élire un nouveau conseiller fédéral chargé de la Défense, en remplacement de Samuel Schmid, démissionnaire. Selon le système de représentation en vigueur, le poste devrait être acquis à Ueli Maurer, représentant l'Union démocratique du centre (UDC), le parti de la droite populiste qui était revenu l'an dernier dans l'opposition. "Aucun plan B n'a été mis sur pied pour empêcher le retour de l'UDC, précise le quotidien.



THE GUARDIAN

Ce soir, les téléspectateurs britanniques ont rendez-vous avec la mort

La chaîne de télévision britannique Sky Real Lives se trouve dans le collimateur des militants opposés à l'euthanasie et du conseil de surveillance des médias. Elle a annoncé vouloir diffuser, ce mercredi 10 décembre, un documentaire retraçant les derniers instants de Craig Ewert. Ce professeur à la retraite de 59 ans, atteint d'une

les titres du 9 décembre 2008



ABC
La nouvelle direction d'ETA tombe en France

Trois membres de l'ETA ont été interpellés le 8 décembre près de Bagnères-de-Bigorre. Parmi eux se trouve Aitzol Iriondo Yarza. Selon le ministère de l'Intérieur espagnol, il était vraisemblablement le nouveau chef militaire de l'ETA depuis l'arrestation de "Txeroki", le 17 novembre. En liaison avec cette opération, trois autres personnes ont été arrêtées le même jour à un poste de péage d'autoroute près d'Irun, dans le nord de l'Espagne.



EXPRESS
Le déploiement d'EULEX commence au Kosovo

La Mission européenne de police et de justice au Kosovo (EULEX) a commencé son déploiement le 8 décembre. Elle comptera d'ici au printemps 1 900 agents internationaux et environ 1 100 agents locaux. Les juristes, policiers et douaniers d'EULEX auront pour tâche d'assurer l'Etat de droit au Kosovo, qui a proclamé son indépendance le 17 février dernier. EULEX prend le relais de la Mission de l'ONU au Kosovo (MINUK), sur place depuis 1999.



THE WALL STREET JOURNAL EUROPE
Le plan de relance d'Obama rassure les Bourses européennes

"La perspective de grosses dépenses de la part du gouvernement américain, afin de créer des emplois et sauver de la faillite les constructeurs automobiles, a fait grimper les Bourses en flèche, lundi 8 décembre", explique le quotidien financier dans son édition européenne. Le CAC 40 a clôturé en hausse de 8,7 %, le Dax de 7,6 %, le Footsie de 6,2 %. Samedi, Barack Obama a en effet annoncé le plan de relance le plus ambitieux depuis 1950 aux Etats-Unis. Il espère créer ainsi 2,5 millions d'emplois.



I KATHIMERINI
Le chaos règne à Athènes et à Thessalonique

Les centres d'Athènes et de Thessalonique se sont transformés le lundi 8 décembre en "champs de bataille".

raconte le journal grec. "Des dizaines de bâtiments, de magasins et d'hôtels ont été détruits ou incendiés", précise-t-il. Des explosions de colère ont aussi eu lieu dans tout le pays, deux jours après que la mort d'un adolescent, abattu par la police, a fait descendre les jeunes dans la rue. Le Premier ministre grec Caramanlis, dont le quotidien déplore l'impuissance, a présidé lundi un conseil ministériel de crise.



MAIL & GUARDIAN
La pression monte afin de pousser Mugabe vers la sortie

Après les Etats-Unis et certains pays africains comme le Botswana et le Kenya, ce sont les pays européens qui font maintenant pression sur le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, pour qu'il quitte le pouvoir. Le Premier ministre britannique, Gordon Brown, et le dirigeant français Nicolas Sarkozy, également actuel président de l'Union européenne, ont estimé le 8 décembre qu'il était urgent qu'il s'en aille. Ils dénoncent son incapacité à juguler la famine et le choléra qui ravagent la population.



THE TIMES
Le cerveau des attentats du 11 septembre 2001 plaide coupable

Le Pakistanais Khalid Sheikh Mohammed, qui se revendique cerveau des attentats du 11 septembre, ne cache pas sa volonté de mourir en martyr. Le 8 décembre, avec quatre coaccusés, il a comparu devant un tribunal de la prison de Guantanamo. Il a affirmé sa décision de plaider coupable. Selon le quotidien londonien, il espère ainsi précipiter l'issue du procès et pousser le gouvernement américain à appliquer la peine de mort avant que George W. Bush ait quitté la Maison-Blanche.



THE ASIAN AGE
En Inde, le Parti du Congrès prend la main

Pour beaucoup, il s'agissait de "demi-finales" avant les élections générales, prévues d'ici à mai 2009. Le 8 décembre, la population a voté dans cinq Etats de l'Inde. Le Parti du Congrès de Sonia Gandhi, qui dirige la coalition gouvernementale, remporte trois de ces élections régionales : il dispose de la majorité à Delhi et dans les Etats de

Mizoram (nord-est) et du Rajasthan (nord-ouest). Son rival de l'opposition nationale hindoue, le BJP, s'impose dans le Madhya Pradesh (centre) et le Chhattisgarh (est).



LE SOLEIL
Jean Charest est reconduit de justesse au Québec

"Majoritaire de justesse", titre le quotidien de Québec. Lors des législatives qui ont eu lieu le 8 décembre dans la province, le Parti libéral québécois de Jean Charest a obtenu 66 députés, soit seulement trois de plus qu'il n'en faut pour décrocher la majorité. Les indépendantistes du Parti québécois ont créé la surprise en remportant 51 sièges sur 125. Mario Dumont, le chef de l'Action démocratique du Québec, tire les conséquences de son piètre résultat (7 députés) : il se retire de la vie politique.



THANH NIÊN
Sept catholiques vietnamiens écopent de prison avec sursis

Huit personnes ont comparu le 8 décembre à Hanoï. Elles étaient accusées de troubles à l'ordre public lors de manifestations organisées par les catholiques pour récupérer des terrains saisis par le régime communiste il y a une cinquantaine d'années. L'une d'entre elles a écopé d'un avertissement, les sept autres de peines de prison avec sursis, comprises entre douze et quinze mois. De source diplomatique, on voit dans ces peines une volonté d'apaisement des autorités.



CORRIERE DELLA SERA
Production viticole : l'Italie fait mieux que la France

Selon une estimation de la Commission européenne, la production de vin italienne serait en augmentation de 8 % pour l'année 2008. Elle s'établirait cette année à 47 millions d'hectolitres, contre 44,4 pour la France, détrônée pour la première fois. L'Italie devient ainsi le premier producteur de vin au monde. 2008 sera une bonne année en qualité, mais l'écoulement de la production risque d'être difficile. Les exportations vers les Etats-Unis ont chuté de 3,5 % au premier semestre de l'année.

les titres du 8 décembre 2008



ELEFTHEROS TYPOS
"Meurtre, peur et violence" s'emparent de la Grèce

Ce week-end, de violentes émeutes ont fait une vingtaine de blessés dans plusieurs villes de Grèce. La mort d'un adolescent, abattu le samedi 6 décembre à Athènes par un policier, a mis le feu aux poudres. De jeunes manifestants ont attaqué, à coups de pierres et de cocktails Molotov, des magasins, des banques et des véhicules de police. A Athènes et Salonique (nord), entre autres, des universités ont été occupées par des étudiants. Des groupes de gauche appellent à de nouvelles manifestations ce lundi.



THE IRISH TIMES
Dioxine : 100 000 porcs doivent être abattus en Irlande

Jamais le pays n'avait traversé pareille crise depuis l'épisode de la vache folle, titre le journal de Dublin. Les consommateurs irlandais ont été invités à jeter toute viande de porc achetée depuis le 1er septembre, car elle pourrait être contaminée par de la dioxine. En tout, 145 millions d'euros de viande - incluant les stocks exportés dans 25 pays - doivent être détruits. Une entreprise d'aliments pour porcs serait à l'origine de la contamination. Les lots infectés ne seraient pas dangereux pour la santé.



DAWN
L'OTAN subit un dur revers au Pakistan

Le 7 décembre, plus de 200 combattants islamistes ont pris d'assaut deux dépôts de l'OTAN situés près de Peshawar, dans le nord-ouest du Pakistan. Au moins 150 véhicules de l'Alliance ont été détruits après avoir été aspergés d'essence, relate le quotidien de Karachi, pour qui c'est "l'assaut le plus destructeur jamais mené contre l'OTAN dans la région". Les camions étaient remplis de matériel et de vivres qui devaient être acheminés aux troupes de l'OTAN en Afghanistan.



CHINA DAILY
La rencontre entre Sarkozy et le dalaï-lama irrite Pékin

"Les Français devraient assumer leurs entières responsabilités." He Yafei, le vice-ministre des Affaires étrangères chinoises, a "violemment protesté" contre l'entretien accordé le 6 décembre par Nicolas Sarkozy au dalaï-lama, rapporte en une le quotidien officiel de Pékin. "Cette entrevue a profondément ébranlé des intérêts centraux pour la Chine, a gravement blessé les Chinois et endommagé le socle politique des relations de la Chine avec la France et l'Union européenne", martèle le ministre.



LE POTENTIEL
Le dialogue inter-centrafricain pour le retour de la paix s'ouvre à Bangui

Afin de sortir la Centrafrique de la crise et de ramener la paix dans le pays, une tentative de dialogue national débute ce 8 décembre à Bangui, la capitale. L'ex-président Ange-Félix Patassé est revenu pour l'occasion à Bangui après cinq ans d'exil au Togo. Le président du Gabon, Omar Bongo, doit faire office de médiateur. Selon la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), ce dialogue s'ouvre sur fond de combats récents entre les forces armées et des groupes rebelles.



THE INDEPENDENT
Le massacre des albinos continue en Tanzanie

En un an, 35 albinos vivant en Tanzanie ont été assassinés et dépecés, rapporte le quotidien britannique. La croyance s'étant répandue que posséder un morceau de corps d'albinos confère un pouvoir, un vaste trafic s'est instauré dans le pays et, au-delà de ses frontières, dans toute l'Afrique de l'Est et centrale. Soutenue par une ONG britannique, l'Association des albinos tanzaniens (TAS) tente de s'organiser. Les albinos peuvent trouver refuge dans un lieu sécurisé, sur une île du lac Victoria.



THE GLOBE AND MAIL
Le chef des libéraux canadiens est poussé vers la sortie

Michael Ignatieff serait sur le point de prendre les rênes du Parti libéral, la principale formation de l'opposition canadienne, titre le quotidien de Toronto sur son site Internet. Dès le mercredi 10 décembre, Stéphane Dion pourrait être contraint de démissionner de la tête du parti.

Il n'a plus le soutien des libéraux, qui manœuvrent actuellement pour renverser le Premier ministre conservateur Stephen Harper ; rares sont ceux qui lui voient la carrure d'un chef de gouvernement.



ETEMAD-E MELLI
L'université de Téhéran connaît une journée de troubles

"Il était impossible de ne pas remarquer l'agitation qui régnait dimanche 7 décembre à l'université de Téhéran", relate le quotidien progressiste. "Au lendemain de la Journée nationale des étudiants, des jeunes venus de plusieurs universités du pays se sont réunis dans la grande université de la capitale, alors que de nombreuses forces de police entouraient le campus." Selon les associations étudiantes, plusieurs milliers de jeunes étaient présents, alors que la police parle de 150 personnes.



KOMMERSANT
L'Eglise orthodoxe russe se cherche un nouveau patriarche

Les obsèques du patriarche orthodoxe de Russie Alexis II, décédé le 5 décembre, doivent se dérouler demain 9 décembre à Moscou. Le lendemain, les hauts dignitaires de l'Eglise se réuniront en synode extraordinaire pour fixer la date du concile pour l'élection d'un successeur. Celui-ci devrait avoir lieu d'ici à six mois. Le métropolite de Smolensk et Kaliningrad, Cyrille, prend temporairement la direction de l'Eglise. Le concile déterminera également si l'Eglise suivra une voie libérale ou conservatrice.



LA LIBRE BELGIOQUE
Une mère infanticide passe en jugement en Belgique

L'événement fait la une de la presse belge francophone. Ce lundi 8 décembre s'ouvre à Nivelles (Brabant wallon) le procès de Geneviève Lhermitte, une mère de famille accusée d'avoir volontairement tué ses cinq enfants en février 2007. "Un procès pour comprendre l'inconcevable", titre le quotidien de Bruxelles. Les débats devraient durer deux semaines. Les témoignages des experts, psychiatres notamment, sont très attendus.



les titres du 5 décembre 2008



HA'ARETZ

L'armée israélienne évacue de force des colons à Hébron

"L'armée se prépare à des actions de représailles de la part des colons extrémistes", titre le quotidien de Tel-Aviv. Le 4 décembre, des dizaines de colons juifs ont été évacués de force d'une maison qu'ils occupaient depuis mars 2007 à Hébron, en Cisjordanie, et dont des Palestiniens leur contestent la propriété. En signe de protestation, ces extrémistes ont mis le feu à des oliviers, principale ressource économique de la région, et ouvert le feu sur des Palestiniens, blessant trois personnes. Les forces de l'ordre israéliennes sont sur le qui-vive.



THE INDEPENDENT

Face à la crise, le Royaume-Uni joue son va-tout

La Banque d'Angleterre a décidé, le 4 décembre, de baisser une nouvelle fois ses taux directeurs pour tenter de sortir le Royaume-Uni de la récession. Désormais établis à 2 %, ils sont à leur plus bas niveau depuis 1951. "Pourtant, le cours de la livre a continué de s'effondrer, les prix de l'immobilier chutent, le chômage grimpe en flèche. Reste-t-il des munitions au gouvernement ?" titre le journal londonien. L'une des données du problème est la réticence des banques à répercuter la baisse des taux.



THE HERALD

La choléra s'abat sur un Zimbabwe exsangue

Confronté à une épidémie de choléra qui a déjà fait 563 victimes et aux dysfonctionnements de ses hôpitaux, le gouvernement de Robert Mugabe a décrété le 3 décembre l'état d'urgence nationale. Il a appelé à l'aide la communauté internationale. David Parirenyatwa, le ministre de la Santé, a sollicité médicaments, nourriture et équipements pour soigner les malades, précise le quotidien gouvernemental de Harare. Washington et Londres, entre autres, ont accepté de débloquer des fonds.



LE POTENTIEL

En Côte-d'Ivoire, le processus de paix est en péril

Le porte-parole des Forces nouvelles (FN, ex-rébellion) prédit "des jours sanglants" en Côte-d'Ivoire. Ce parti a

dénoncé, le 3 décembre, des manœuvres du Front populaire ivoirien (FPI, parti du président Gbagbo) pour "déstabiliser" le pays et même, selon lui, assassiner le Premier ministre, Guillaume Soro, explique le quotidien congolais. Avant la tenue d'une élection présidentielle sans cesse repoussée, le FPI exige le désarmement complet des rebelles. Ceux-ci disent manquer d'argent pour mener cette tâche à bien.



CORRIERE DELLA SERA

La Ligue du Nord veut interdire la construction de mosquées

Deux jours après l'arrestation à Milan de deux Marocains soupçonnés de terrorisme, le parti xénophobe de La Ligue du Nord a demandé au Parlement, le 4 décembre, un moratoire sur la construction de mosquées. "Il n'est pas facile de distinguer entre les lieux de culte et les structures qui financent la préparation d'attentats", avance comme argument Roberto Maroni, ministre de l'Intérieur et figure de la Ligue. La construction de lieux de culte musulmans serait suspendue dans l'attente d'une loi sur leur édification.



MOSKOVSKI KOMSOMOLETS

"Vladimir Poutine n'est pas Dieu..."

"... il n'est que Premier ministre", ironise le journal populaire de Moscou au lendemain d'une intervention télévisée de Vladimir Poutine de plus de trois heures. Le 4 décembre, pour la première fois depuis qu'il est devenu Premier ministre, l'ancien président russe s'est prêté à une "séance de psychothérapie télévisée de masse". Poutine a demandé aux Russes de se préparer à des temps difficiles et a annoncé son plan anticrise : l'Etat va nationaliser plusieurs entreprises importantes.



THE DETROIT NEWS

La Congrès américain sauvera-t-il l'industrie automobile ?

"Un accord est incertain", titre le quotidien de Detroit, la capitale de l'automobile américaine. Il s'inquiète après avoir vu, le 4 décembre, "un Sénat sceptique mettre les dirigeants de General Motors et de Chrysler sur le gril". Les patrons des constructeurs ont fait le déplacement à Washington pour réclamer 34 milliards de dollars d'aide.

Les parlementaires demandent de solides contreparties. "L'avenir de Chrysler en tant qu'entreprise indépendante est en question", précise le journal.



LA REPUBLICA

Les socialistes uruguayens se divisent sur la question de l'avortement

Le président de l'Uruguay, Tabaré Vázquez, a opposé son veto, mi-novembre, à la dépénalisation de l'avortement adoptée par le Congrès. Il avait alors expliqué son choix par des raisons d'ordre "philosophique et biologique". A l'inverse, le Parti socialiste, auquel il appartient, soutenait ce projet de loi. Le 4 décembre, il a adressé à cette formation une lettre de démission. Le quotidien publie ce document, ajoutant que le PS refuse cette démission et espère convaincre Vázquez de la retirer.



BANGKOK POST

La Thaïlande s'inquiète pour son roi

Pour la première fois depuis son accession au trône, le roi Bhumibol Adulyadej n'a pas été capable, le 4 décembre, de prononcer le discours qu'il tient chaque année à la veille de son anniversaire. Maha Vajiralongkorn, le prince héritier, est intervenu à sa place pour déclarer que le souverain, âgé de 81 ans, était "légèrement souffrant". Vénééré en Thaïlande, Bhumibol Adulyadej est le garant des institutions. Alors que les tensions politiques sont très vives à Bangkok, son discours était très attendu.



LE PAYS

"Les députés nigériens sont insensibles à la misère du peuple"

Le 4 décembre, des milliers de Nigériens sont descendus pacifiquement dans la rue pour dénoncer une nouvelle loi sur le statut des députés qui multiplie les avantages financiers des législateurs. Une disposition fait particulièrement scandale, relate le quotidien burkinabé : elle considère le député allant en pèlerinage à La Mecque comme étant en mission et, donc, stipule le versement d'une indemnité journalière de 130 000 francs CFA (198 euros). Près de 61 % des Nigériens vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

les titres du 4 décembre 2008



EL DIARIO VASCO

ETA abat un entrepreneur espagnol

Inaxio Uria, un entrepreneur espagnol de 71 ans, a été tué par balles le 3 décembre à Azpeitia, une localité du Pays basque espagnol. Il participait au chantier du train à grande vitesse dans la région, le "Y", pris pour cible par l'organisation séparatiste basque. "Les entrepreneurs basques affirment qu'ils ne céderont pas au désespoir", titre le quotidien. Le Premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, a dénoncé un "meurtre lâche" et assuré que la construction du "Y" se poursuivrait.



HINDUSTAN TIMES

Les Indiens manifestent contre le terrorisme

Une semaine après les attentats qui ont fait au moins 188 morts, des milliers d'Indiens ont effectué le 3 décembre une marche de protestation pacifique dans les rues de Bombay. Dans le cortège, certains ont dénoncé l'inaction de la classe politique mais, selon le quotidien, la plupart voulaient surtout démontrer leur solidarité avec les victimes. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, était le même jour en visite en Inde puis au Pakistan, pays accusé par New Delhi d'abriter des terroristes.



LA PRESSE

Le Premier ministre canadien réclame un sursis

Stephen Harper devrait rencontrer ce 4 décembre Michaëlle Jean, la gouverneure générale du Canada, chargée de trancher les litiges constitutionnels. Le Premier ministre conservateur, dont le gouvernement minoritaire est menacé de renversement par l'opposition, devrait lui demander de suspendre le Parlement jusqu'au vote du budget, le 27 janvier. Harper est intervenu le 3 décembre à la télévision – une initiative rare au Canada – pour déclarer qu'il userait de "tous les moyens légaux" pour protéger son gouvernement.



THE NATION

Le trafic aérien a repris à Bangkok

Des avions peurent à nouveau atterrir et décoller à Bangkok. Après que la Cour constitutionnelle a dissous le parti au pouvoir, les militants antigouvernementaux ont levé le blocus des aéroports, mis en place le 25 novembre. La compagnie aérienne Thai Airways réclame une indemnisation à l'opposition pour les 560 millions de dollars que le blocus lui aurait fait perdre. Le 3 décembre, la Banque de Thaïlande a baissé ses taux d'un point, les tensions politiques ayant aggravé l'impact de la crise économique.



LA LIBRE BELGIQUE

Le dalai-lama appelle les Européens à la fermeté

Le dalai-lama doit s'adresser, ce jeudi 4 décembre, aux parlementaires européens. Arrivé à Bruxelles, il a rencontré le Premier ministre belge, Yves Leterme, et accordé un entretien au quotidien francophone. "Le problème du Tibet restera après moi", a mis en garde le leader tibétain (73 ans), qui se dit "immensément déçu" par l'attitude peu conciliante de la Chine. Il doit rencontrer samedi le président français, Nicolas Sarkozy.



LA PRENSA

L'UNASUR fait la lumière sur un massacre perpétré en Bolivie

L'Union des nations sud-américaines (UNASUR) a remis le 3 décembre à la Bolivie un rapport sur un massacre commis dans ce pays à la mi-septembre. De violents affrontements entre partisans et opposants du président Evo Morales avaient fait une vingtaine de morts dans le département de Pando. Selon l'UNASUR, il ne s'agissait pas de simples heurts mais d'un massacre organisé perpétré par "des agents de la préfecture de Pando ou des personnes agissant sous les ordres de cette entité". Le bilan exact de cette tuerie n'est pas encore connu.



THE GUARDIAN

Gordon Brown sonne la trêve des saisies immobilières

Les foyers en difficulté pourront reporter, pendant deux ans au maximum, le paiement des intérêts de leurs emprunts hypothécaires. C'est l'une des principales mesures annoncées le 3 novembre par Gordon Brown, le Premier ministre britannique, lors de l'ouverture de la nouvelle session parlementaire, au cours de laquelle la

reine Elisabeth a prononcé son traditionnel discours de politique générale. Sans intervention gouvernementale, 75 000 Britanniques risquaient de perdre leur maison dans les prochains mois.



NOVY IZVESTIA

Verz une vague de nationalisations en Russie ?

L'usine aéronautique NPO Saturn, leader de la construction de moteurs pour l'aviation civile et militaire, est devenue la première entreprise russe non bancaire à être nationalisée en raison de la crise. L'Etat, qui possédait déjà 37 % de Saturn, va en prendre le contrôle en acquérant 48 % de parts supplémentaires à travers l'entreprise publique Oboronprom, a annoncé le Premier ministre Poutine le 30 novembre. Les experts estiment que des dizaines d'autres entreprises pourraient être nationalisées.



THE NEW YORK TIMES

Syndicats et constructeurs automobiles joignent leurs forces aux Etats-Unis

Le 3 décembre, le syndicat américain de l'automobile UAW s'est dit prêt à faire d'importantes concessions pour sauver Ford, General Motors et Chrysler de la faillite. Cette annonce surprise devrait aider les Big Three, ces 4 et 5 décembre, à convaincre le Congrès de leur verser une aide de 34 milliards de dollars, analyse le quotidien. Ensuite, elle pourrait permettre au secteur de gagner en compétitivité. UAW avait jusqu'à présent réussi à préserver les avantages sociaux notables acquis par ses 139 000 adhérents.



DAILY GRAPHIC

Avant les élections, le Ghana effectue une répétition générale

Afin que les élections générales du 7 décembre se passent le mieux possible au Ghana, les forces de l'ordre et de sécurité, les membres de la Commission électorale et le personnel des médias ont été appelés à voter en avance, le 3 décembre. Il s'agissait pour les autorités d'une répétition générale pour que le scrutin se déroule dans les meilleures conditions le jour J. Les bulletins de vote de ce scrutin préparatoire ont été rassemblés et seront comptabilisés.

les titres du 3 décembre 2008



DAWN

Attentats de Bombay : le Pakistan propose une enquête conjointe

Le 2 décembre, la classe politique pakistanaise a mis de côté ses divisions pour apporter officiellement son soutien au gouvernement dans ses tractations avec l'Inde. Le Premier ministre Gilani a "promis de maintenir des relations amicales avec New Delhi et de renforcer sa coopération en ce qui concerne les enquêtes", relate le quotidien de Karachi. Après les attentats de Bombay, qui ont fait 172 morts la semaine dernière, l'Inde réclame à Islamabad qu'il lui livre vingt suspects terroristes.



THE GUARDIAN

Cent pays s'unissent pour interdire les bombes à sous-munitions

Ce 3 décembre, une centaine de pays ont rendez-vous à Oslo pour signer un traité qui les engagera à renoncer aux bombes à sous-munitions (BASM). Ces engins sont meurtriers pour les populations civiles. Le quotidien anglais en veut pour exemple le Laos, miné par les Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam : trente ans après, des BASM continuent d'exploser et de faire des victimes. Etats-Unis, Russie, Chine, Israël, Inde et Pakistan, tous gros producteurs ou utilisateurs de BASM, ne signeront pas le texte.

EL MUNDO

Chaque jour, 5 700 Espagnols perdent leur travail

Le marché de l'emploi continue de se dégrader en Espagne. Selon les chiffres publiés le 2 décembre par le ministère du Travail, le nombre de chômeurs frôle désormais les 3 millions. En novembre, 171 243 personnes ont perdu leur travail, soit une moyenne quotidienne de 5 708. "Ce sera pire en 2009", a déjà prédit le ministre de l'Economie, Pedro Solbes. En éditorial, le quotidien conservateur dénonce "le fatalisme" du gouvernement et le caractère inadéquat de sa politique économique.



CORRIERE DELLA SERA

La police italienne arrête deux islamistes marocains qui préparaient des attentats

Soupçonnés de préparer des attentats, deux ouvriers marocains qui vivaient depuis dix ans en Italie ont été

arrêtés le 2 décembre à Milan. Les deux hommes envisageaient de s'attaquer à différentes cibles, telles que le bureau de l'immigration, un poste de police, un parking de supermarché, mais aussi "il Duomo", la célèbre cathédrale de Milan, rapporte le quotidien de la ville. Les deux djihadistes n'auraient pas de liens avec Al-Qaïda.



L'ORIENT-LE JOUR

Michel Aoun effectue une visite symbolique à Damas

Le leader chrétien libanais Michel Aoun est arrivé ce 3 décembre en Syrie "pour une visite tout en symboles", annonce le quotidien beyrouthin. Il s'étonne de voir Damas dérouler le tapis rouge à l'ennemi d'hier, celui-là même que des forces libano-syriennes avaient chassé du pouvoir en 1990. Après avoir été reçu par le président syrien Bachar El-Assad, Michel Aoun devrait se rendre sur "les lieux symboliques du christianisme en Syrie", poursuit le journal. Sa visite suscite la polémique au Liban.



LE POTENTIEL

Des dirigeants africains à nouveau dans le collimateur de la justice française

Une plainte a été déposée, le 2 décembre, devant le doyen des juges d'instruction de Paris pour recel et détournement de fonds publics. Elle vise les chefs d'Etat du Gabon, Omar Bongo, du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, et de Guinée-Equatoriale, Teodoro Obiang Nguema, ainsi que leurs entourages, rapporte le quotidien de Kinshasa. Ces poursuites font écho aux révélations sur les impressionnants parcs immobiliers que ces familles, originaires de pays pauvres, possèdent à Paris ou dans le reste de la France.



EL NUEVO HERALD

Le rêve américain se complique pour les Mexicains

"La plus grande surveillance anéantit les rêves des immigrants", titre le quotidien hispanophone de Miami. A la frontière américano-mexicaine, la multiplication des caméras de surveillance, le renforcement des patrouilles et la construction d'un mur de séparation portent leurs fruits : les statistiques montrent que les Mexicains sont de moins en moins nombreux à tenter de passer au nord. Entre février et mai, 8 Mexicains sur 1 000 ont quitté le

pays : c'est 42 % de moins qu'en 2006 sur la même période.



LE QUOTIDIEN

Luxembourg : le veto ducal fait sensation

Le souverain du Luxembourg, le Grand-Duc Henri, a annoncé qu'il refuserait, pour raisons de "conscience", de signer la loi sur l'euthanasie votée de justesse par les députés en février. Elle légalise l'euthanasie sous certaines conditions. Pour éviter une crise institutionnelle, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a annoncé le 2 décembre une prochaine révision de la Constitution. Elle réduira de fait les prérogatives du Grand-Duc, désormais chargé de "promulguer" et non "sanctionner" la loi.



FRANKFURTER RUNDSCHAU

La CDU veut inscrire la langue allemande dans la Constitution

"C'est une mesure qui ne va pas changer grand-chose, mais qui va en irriter beaucoup", titre le quotidien de Francfort. Réunie en congrès à Stuttgart, l'Union chrétienne démocrate (CDU) propose d'insérer dans la Constitution cette formule : "La langue officielle de la République fédérale est l'allemand." Le parti vise deux objectifs : imposer l'allemand comme langue de travail au sein de l'Union européenne, mais aussi justifier les compétences linguistiques désormais réclamées aux immigrants.



LA NACION

Betancourt remplit d'émotion la résidence présidentielle argentine

L'ancienne otage franco-colombienne de la guérilla des FARC effectue actuellement une tournée en Amérique latine pour œuvrer à la libération des otages encore détenus. Après être passée par la Colombie et l'Equateur, elle est arrivée le 2 décembre à Buenos Aires, où elle a été reçue par la présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, pendant près d'une heure, rapporte le quotidien. Une rencontre à laquelle s'est également mêlée la chanteuse Madonna, qui s'apprête à donner quatre concerts dans la capitale.

les titres du 2 décembre 2008



THE NATION

Le Premier ministre thaïlandais jette l'éponge

"J'ai fait de mon mieux pour diriger le pays." Somchai Wongsawat accepte le verdict de la Cour constitutionnelle. Ce 2 décembre, celle-ci a prononcé la dissolution du parti au pouvoir, le Parti du peuple (PPP), et a interdit au Premier ministre d'exercer une activité politique pendant cinq ans. Elle reproche au PPP des fraudes électorales. Deux autres formations alliées, Chart Thai et Matchima, ont écopé des mêmes peines. Depuis une semaine, la tension est très vive à Bangkok, et 350 000 étrangers sont toujours bloqués dans les aéroports de la ville.



THE NEW YORK TIMES

Aux Etats-Unis, la récession dure depuis un an

Le 1er décembre, "le Bureau national de la recherche économique américain (NBER) a confirmé ce que beaucoup d'Américains avaient déjà ressenti au quotidien", relate le quotidien new-yorkais. L'organisme officiel fédéral a annoncé que les Etats-Unis étaient bel et bien en récession, et ce depuis décembre 2007. L'actuelle période de détérioration économique compte déjà parmi les plus longues depuis la Seconde Guerre mondiale. La nouvelle a fait chuter Wall Street et les Bourses asiatiques.



MAIL & GUARDIAN

Mugabe doit affronter la révolte des soldats de son armée

Des dizaines de soldats se sont révoltés le 1er décembre à Harare, la capitale du Zimbabwe. Ils ont attaqué les banques dans lesquelles ils n'avaient pas réussi à retirer leur maigre solde, rapporte le journal sud-africain. Celui-ci voit un signe de la chute possible de Robert Mugabe, le vieux despote, qui s'accroche au pouvoir. C'est en effet grâce à l'armée que le président a été réélu en juin dernier. Les soldats révoltés ont reçu le soutien de la population, pendant que la police les dispersait avec des gaz lacrymogènes.



THE NEW VISION

Les rebelles ougandais de la LRA tardent à signer la paix

Le chef rebelle de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), Joseph Kony, ne s'est pas présenté le 29 novembre à la cérémonie de signature de l'accord de paix avec le gouvernement ougandais. Il était attendu à la frontière de l'Ouganda, du Soudan et de la république démocratique du Congo (RDC), où il poursuit ses activités néfastes. Kony, qui est recherché par la Cour pénale internationale (CPI), demande des assurances concernant sa sécurité avant de rejoindre les dignitaires qui doivent signer l'accord.



DIE PRESSE

Le nouveau gouvernement autrichien prête serment

Plus de deux mois après les législatives du 28 septembre, un nouveau gouvernement doit officiellement entrer en fonction ce mardi 2 décembre à Vienne. Le 23 novembre, le Parti social-démocrate (SPÖ) et le Parti populaire (ÖVP) ont signé un accord pour reconduire leur coalition. L'ÖVP obtient les ministères de l'Intérieur, des Affaires étrangères, des Finances et de la Justice. Il laisse de fait les portefeuilles dotés des plus gros budgets au SPÖ, constate le quotidien viennois.



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Crise économique : Angela Merkel garde toutes les options ouvertes

A dix mois des législatives, la chancelière allemande Angela Merkel a été réélue sans difficulté à la tête de son parti. Les délégués de la CDU (conservateur), réunis en sommet à Stuttgart, ont été près de 95 % à vouloir la reconduire. Dans un discours attendu, elle en a profité pour répondre à ceux qui critiquent sa gestion de la crise économique. Tout en maintenant son refus de baisser les impôts, elle a annoncé que la politique du gouvernement serait réévaluée au début du mois de janvier.



TAL CUAL

Chávez relance la bataille constitutionnelle pour sa réélection

Le président vénézuélien Hugo Chávez a lancé, le 1er décembre, une campagne visant à amender la Constitution pour pouvoir rester au pouvoir aussi longtemps qu'il sera réélu. Voici un an, les électeurs avaient rejeté de peu la même proposition, alors soumise à référendum. "On t'a déjà dit non", titre le quotidien antichaviste. Réélu il y a

deux ans, l'actuel président doit en principe céder les rênes du pouvoir en 2013. Il a récemment déclaré être prêt à gouverner jusqu'en 2021 "si Dieu [lui] donne la santé".



CHINA DAILY

A l'étranger, le lait chinois ne trouve plus preneur

L'industrie laitière chinoise paye au prix fort le scandale du lait contaminé à la mélamine. En octobre, seules 1 306 tonnes de produits laitiers sont parties à l'exportation, soit 92 % de moins que l'an passé sur la même période. Depuis mai, six bébés sont morts après avoir bu du lait frelaté à la mélamine, un produit toxique utilisé pour la fabrication de colles. Et 294 000 autres enfants ont souffert de calculs rénaux, selon des chiffres publiés le 1er décembre par le ministère de la Santé chinois.



LA PRESSE

L'opposition canadienne tente un coup d'éclat

Les partis de l'opposition "s'apprêtent à renverser le gouvernement", titre le quotidien de Montréal. Stéphane Dion (Parti libéral, centre), Jack Layton (Nouveau Parti démocratique, NPD, gauche) et Gilles Duceppe (Bloc québécois, indépendantiste) ont signé le 1er décembre un accord de coalition pour faire chuter le gouvernement minoritaire du conservateur Stephen Harper, réélu le 14 octobre. "Tombera ? Tombera pas ?" Le journal ouvre les paris.



THE TIMES

Le Royaume-Uni fait le ménage dans ses services sociaux

Deux démissions, trois suspensions et trois mutations : le 1er décembre, le ministre de l'Education britannique a annoncé les premières sanctions dans l'affaire "Baby P". Cet enfant de 17 mois était mort en août 2007 des suites de mauvais traitements dans le quartier de Haringey (nord de Londres). Il avait été vu à 60 reprises par des travailleurs sociaux, mais aucun n'avait jugé utile de le retirer à ses tortionnaires. Le fonctionnement des services sociaux est également revu.



les titres du 1er décembre 2008



[EVENIMENTUL ZILEI](#)

La Roumanie met le clignotant à droite et tourne à gauche

Selon plusieurs sondages de sortie des urnes, le Parti social-démocrate (PSD, opposition) arrive en tête des élections législatives organisées en Roumanie. Le PSD, allié pour l'occasion au Parti conservateur (PC), est crédité d'environ 36 % des suffrages. Il devance le Parti démocrate libéral (PDL, opposition), dont est issu le président Traian Basescu, et le Parti national libéral (PNL, au pouvoir) du Premier ministre Calin Tariceanu. Le taux de participation n'a atteint que 39,2 %, le plus faible depuis la chute du régime communiste, en 1989.



[HINDUSTAN TIMES](#)

Après les attentats de Bombay, le ministre de l'Intérieur démissionne

Le ministre de l'Intérieur indien, Shivraj Patil, a démissionné dimanche 30 novembre, indiquant qu'il se sentait dans l'obligation d'assumer la "responsabilité morale" après les attentats meurtriers de Bombay. Des agences de renseignements ont par ailleurs diffusé l'information selon laquelle elles avaient prévenu les autorités d'une possible attaque terroriste de plusieurs hôtels cinq étoiles de Bombay par un groupe islamiste pakistanais, il y a plus d'un an. La tension monte entre l'Inde et le Pakistan : l'Inde envisage de suspendre le processus de paix avec son voisin. Le dernier bilan des attaques est de 172 morts et 300 blessés.



[EL PAÍS](#)

Le gouvernement Aznar collaborait aux vols secrets vers Guantanamo

En 2002, "le gouvernement de José Maria Aznar avait accepté en moins de vingt-quatre heures la demande des Etats-Unis d'utiliser le sol espagnol pour les vols militaires transportant les prisonniers d'Afghanistan vers Guantanamo", révèle en exclusivité le quotidien espagnol, qui s'est procuré un document officiel classé "très secret". Conscient de l'impopularité de cette décision, le gouvernement conservateur a donc cherché des "aéroports discrets" pour les escales des vols de la CIA et "a tout fait pour cacher la vérité à l'opinion publique".



[THE DAILY TELEGRAPH](#)

5 000 Britanniques coincés à Bangkok

Au moins 5 000 touristes britanniques sont retenus en Thaïlande tandis que les deux principaux aéroports de Bangkok sont toujours occupés par les manifestants antigouvernementaux. "La France, l'Espagne et la Russie ont organisé des vols de charters pour évacuer leurs ressortissants mais Bill Rammell, le ministre des Affaires étrangères britannique, s'y est refusé, estimant que ce n'était pas la solution", regrette le quotidien. En tout, plus de 100 000 touristes seraient encore bloqués en Thaïlande.



[LE SOIR](#)

La Belgique va-t-elle envoyer des troupes au Congo ?

Le Parlement devrait décider cette semaine de l'envoi de troupes belges au Congo. Sollicitée par l'ONU, la Belgique a été invitée à participer militairement à une éventuelle force-relais dans l'est de la république démocratique du Congo (RDC). "Le veto mis il y a une dizaine d'années par la commission Rwanda à l'envoi de troupes dans nos anciennes colonies pourrait donc être levé", commente le quotidien. Tout indique que le Parlement va décider d'engager des soldats au Congo. Le Premier ministre, Yves Leterme, donnera sa réponse le vendredi 5 décembre.



[IRAN](#)

L'Iran prêt à aider ses voisins à développer le nucléaire

"Les pays du golfe Persique devraient envisager de créer un consortium nucléaire pour construire des centrales nucléaires à eau légère", a suggéré Gholam Hossein Aghazadeh, chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, le 30 novembre. A la suite de l'intérêt manifesté par plusieurs pays arabes pour l'énergie nucléaire, Téhéran, qui développe son programme contre l'avis des Nations unies, cherche à convaincre ses voisins de construire des centrales sans tutelle occidentale.



[GAZETA WYBORCZA](#)

Coup d'envoi en Pologne de discussions sur le réchauffement climatique

Les représentants des gouvernements du monde entier entament ce lundi 1er décembre à Poznan deux semaines

de négociations sous l'égide des Nations unies, afin de préparer la voie à un nouvel accord de lutte contre le réchauffement climatique. Cette conférence annuelle de l'ONU enclenche le compte à rebours vers l'accord mondial sur le climat auquel les 192 pays signataires de la convention de l'ONU sur les changements climatiques (CNUCC) doivent absolument aboutir en décembre 2009.



[THE GUARDIAN](#)

Violences interreligieuses au Nigeria : des centaines de victimes

Les 28 et 29 novembre, la ville de Jos, dans le centre du Nigeria, a été le théâtre de très violents affrontements interreligieux entre chrétiens et musulmans. On déplore près de 400 victimes. Les chrétiens, partisans d'un parti politique, et les musulmans, qui soutiennent une autre formation, se sont disputés la victoire à une élection locale. Le gouvernement central a envoyé des troupes en renfort et instauré le couvre-feu dans toute la région.



[THE NEW YORK TIMES](#)

Obama nomme son équipe de sécurité nationale

Le président élu des Etats-Unis, Barack Obama, doit annoncer ce lundi 1er décembre la composition de son équipe pour la sécurité intérieure. Hillary Clinton devrait être nommée au département d'Etat. L'actuel ministre de la Défense, Robert Gates, apprécié pour ses positions modérées, sera vraisemblablement maintenu dans ses fonctions. Les nominations annoncées montrent un changement important de politique extérieure, tournée vers l'évitement et la résolution des conflits", commente le quotidien.



[DAILY NATION](#)

Les pirates somaliens libèrent un cargo ukrainien

Les pirates somaliens et les propriétaires d'un cargo ukrainien transportant des armes, des chars et des munitions et qui avait été arraisonné le 24 septembre dernier ont trouvé un accord pour laisser partir le navire avec son chargement et son équipage de vingt personnes, d'origine russe, ukrainienne et lituanienne. Il semblerait que les pirates, qui demandaient une rançon de 20 millions de dollars aient obtenu satisfaction, rapporte le quotidien kényan.